



**COMMISSION EUROPÉENNE**

**COSTA RICA**

**DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS**

**2007-2013**

**29.03.2007 (E/2007/483)**



# Document de stratégie 2007-2013

## INDEX

<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>1. OBJECTIFS ET PRINCIPES DE LA COOPÉRATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AVEC LE COSTA RICA .....</b>	<b>6</b>
1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX.....	6
1.2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET L'AMÉRIQUE CENTRALE .....	6
1.3. OBJECTIFS BILATÉRAUX.....	7
<b>2. ANALYSE DE LA SITUATION ET PRINCIPAUX DÉFIS .....</b>	<b>7</b>
2.1. LE CONTEXTE POLITIQUE .....	7
2.2. SITUATION SOCIALE .....	9
2.3. L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT (ANNEXE 6).....	10
2.4. ÉCONOMIE, INVESTISSEMENTS ET COMMERCE .....	10
2.5. INTÉGRATION RÉGIONALE.....	13
<b>3. LE PLAN NATIONAL DU COSTA RICA .....</b>	<b>14</b>
<b>4. BILAN DE LA COOPÉRATION : COORDINATION ET COHÉRENCE.....</b>	<b>15</b>
4.1. LA COOPÉRATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE : LES LEÇONS DE LA PÉRIODE 2002-2006 .....	15
4.2. LES PROGRAMMES DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES AUTRES DONATEURS .....	17
4.3. COHÉRENCE AVEC LES POLITIQUES ET LES INSTRUMENTS DE L'UNION (ANNEXE 11).....	18
<b>5. STRATÉGIE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE .....</b>	<b>18</b>
5.1. OBJECTIFS ET MODALITÉS .....	18
5.2. JUSTIFICATION DU CHOIX DES SECTEURS DE CONCENTRATION .....	19
5.2.1. <i>Cohésion sociale</i> .....	19
5.2.2. <i>Intégration régionale</i> .....	20
5.3. FORMULATION DES PROGRAMMES DANS LES SECTEURS DE CONCENTRATION .....	20
<b>6. PROGRAMME INDICATIF NATIONAL (PIN) 2007-2013 .....</b>	<b>20</b>
6.1. MODALITÉS .....	20
6.2. ACTIVITÉS ET SECTEURS DE CONCENTRATION.....	21
6.2.1. <i>Cohésion sociale</i> .....	21
6.2.2. <i>Intégration régionale</i> .....	23
6.3. COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES AUTRES INSTRUMENTS DE COOPÉRATION .....	24
<b>7. CALENDRIER D'EXÉCUTION INDICATIF 2007-2013.....</b>	<b>25</b>

## ANNEXES

Annexe 1 : Country at glance and structure of the budget

Annexe 2 : Commerce extérieur

Annexe 3 : Objectifs du millénaire pour le développement

Annexe 4 : Comparative social indicators

Annexe 5 : Egalité homme-femme

Annexe 6 : Profil environnemental

Annexe 7 : Coopération internationale au Costa Rica

Annexe 8 : Coopération des États membres de l'Union européenne

Annexe 9 : Situation de la programmation 2002-2006

Annexe 10 : Indicateurs pour les secteurs de concentration

Annexe 11 : Policy Coherence

Annexe 12 : Résumé de la stratégie pour l'Amérique centrale

Annexe 13 : CSP consultation process in the programming exercise 2007-2013 Costa Rica

## RÉSUMÉ

Le document de stratégie 2007-2013 du Costa Rica s'appuie sur le plan de développement du pays, intègre les leçons tirées de la mise en œuvre de la stratégie de la Commission pour 2002-2006 et prend en compte les priorités du quatrième Sommet de Vienne.

Le Costa Rica est un pays à revenu intermédiaire qui figure en bonne position au classement mondial de l'indice de développement humain (IDH). Son économie est ouverte et basée sur l'agriculture et les services, notamment le tourisme. La part de l'agriculture dans la production nationale est en constante diminution, mais représente encore une part importante des exportations, notamment avec la banane et le café.

Tout en ayant historiquement manifesté des réticences envers l'intégration avec ses voisins d'Amérique centrale en raison de ses meilleures performances économiques et sociales, le Costa Rica s'est engagé davantage dans ce sens, en particulier dans la perspective d'un accord d'association avec l'Union européenne.

Ces dernières années ont vu une nette et constante détérioration des bons indicateurs du pays et un recul de la 42<sup>e</sup> à la 47<sup>e</sup> place de l'IDH entre 2001 et 2004. Les données économiques et sociales sont préoccupantes et, faute de ressources fiscales suffisantes, les investissements publics ne sont pas à la hauteur des défis du pays. Comme le résume le rapport sur l'état de la nation en 2004, le Costa Rica a commencé à « manger son futur » en adoptant un modèle économique, social et environnemental non durable. Du point de vue politique, on constate une certaine paralysie du processus législatif qui freine les réformes, phénomène auquel s'ajoutent des scandales de corruption qui minent la confiance du citoyen costaricien dans la démocratie de son pays. Celui-ci doit faire face aux défis de la mondialisation, de l'accord de libre échange d'Amérique centrale (CAFTA) et de la concurrence accrue sur les marchés internationaux en continuant à investir, à moderniser et diversifier son économie et à améliorer sa productivité.

Le présent document de stratégie a été élaboré en consultation avec les différents acteurs étatiques et non étatiques concernés, les États membres et la communauté internationale. Il propose de concentrer la stratégie pour la période 2007-2013 sur les deux domaines suivants :

- l'amélioration de la cohésion sociale en appuyant la modernisation de l'État en vue d'améliorer les services sociaux et de réduire la pauvreté et les inégalités sociales et territoriales (75% de l'allocation) en ciblant les populations les plus vulnérables ;
- le soutien à l'intégration régionale dans le cadre de l'Amérique centrale en vue de soutenir les efforts du pays pour développer des politiques convergentes avec la région, d'améliorer sa compétitivité et de conforter sa position commerciale (25%).

Un montant indicatif de 34 Millions d'Euros a été prévu pour le Costa Rica sur la période 2007-2013 au titre de l'instrument financier pour la coopération au développement. Ces interventions seront complémentaires de celles qui pourraient être financées par les programmes régionaux pour l'Amérique centrale et pour l'Amérique latine ainsi que par les programmes thématiques.

Les programmes seront conduits en fonction des progrès réalisés dans le cadre de la coopération 2002-2006.

# **1. OBJECTIFS ET PRINCIPES DE LA COOPÉRATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AVEC LE COSTA RICA**

## **1.1. Objectifs généraux**

Conformément à l'Article 177 du Traité, la politique Européenne de développement a pour objectif le développement économique et social durable des pays en développement, l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté.

En novembre 2005, et conformément à l'article 177 du traité, le Conseil et la Commission européenne ont adopté une déclaration conjointe sur la politique de développement de l'Union européenne, « le consensus européen », qui définit une vision commune de l'UE, y compris au niveau de ses États membres, en matière de développement.

La déclaration établit que la réduction et si possible l'élimination de la pauvreté en vue d'un développement durable et notamment en référence aux objectifs du millénaire, constituent le principal objectif de la coopération avec les pays tiers au même titre que la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme. Elle souligne l'importance du partenariat avec les pays en développement et de la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie pour une mondialisation plus équitable. Elle réaffirme l'engagement de favoriser la cohérence des politiques avec la politique de développement. Toutes les politiques susceptibles d'avoir un impact dans les pays en développement doivent prendre en compte les objectifs de la coopération au développement et soutenir les objectifs pour le développement. Enfin, le consensus européen met l'accent sur le principe de l'appropriation par les pays partenaires bénéficiaires des stratégies et programmes de développement et plaide pour un dialogue politique accru ainsi que pour un rôle renforcé de la société civile dans la coopération au développement.

## **1.2. Objectifs spécifiques pour l'Amérique latine et l'Amérique centrale**

Le Costa Rica est éligible au règlement (CE) n°1905/2006 du 18.décembre 2006 du Parlement Européen et du Conseil créant un Instrument Financier pour la Coopération au Développement en référence à l'Article 179 du Traité CE.

Dans sa communication de décembre 2005 intitulée « Un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine », la Commission réaffirme l'objectif de renforcer le partenariat avec la région, d'intensifier le dialogue politique, de cibler la coopération sur les programmes politiques, les besoins et les caractéristiques des pays bénéficiaires, et de promouvoir le commerce et les investissements. En 2006, lors du IVème Sommet des chefs d'états des pays latino-américains et des Caraïbes et de l'Union européenne a été réaffirmé l'engagement de renforcer le partenariat bi régional. L'accent a également été mis sur le multilatéralisme, l'intégration régionale et la cohésion sociale comme priorités du dialogue politique et de la coopération.

Les relations au niveau régional entre l'Union Européenne et les six républiques d'Amérique centrale s'inscrivent historiquement dans le dialogue de San José entamé en 1984 au Costa Rica. Il s'agit du principal mécanisme de dialogue politique entre les deux régions. Il a été instauré à l'origine pour soutenir le processus de paix et de démocratisation de la région. Après avoir été renouvelé en 1996 et en 2002, le dialogue de San José a été étendu au développement économique et social.

En ce qui concerne les activités de coopération, le cadre actuel est l'accord cadre de coopération au développement régional de 1993, signé par les six pays d'Amérique centrale et la Commission européenne et entré en vigueur en 1999. Cet accord de « troisième génération » couvre une vaste série de secteurs et prévoit la création d'un comité conjoint pour suivre sa mise en œuvre, ainsi que des sous-comités chargés de l'examen détaillé des domaines inclus dans l'accord.

En décembre 2003, l'UE et l'Amérique centrale ont signé un nouvel accord de dialogue politique et de coopération qui institutionnalise le dialogue de San José et étend la coopération à des secteurs comme les migrations et la lutte contre le terrorisme. Cet accord ouvre aussi la porte à un futur Accord d'association, devenu, depuis le IIIème Sommet de Guadalajara, l'objectif stratégique commun des deux parties.

En effet, lors de ce Sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont déclaré qu'un accord d'association entre l'UE et l'Amérique centrale était un objectif stratégique commun et se sont félicités de la décision des deux parties d'initier un processus pour arriver à un tel accord en procédant à une évaluation conjointe du processus d'intégration économique de l'Amérique centrale. Lors du Sommet de Vienne, compte tenu des résultats positifs de l'évaluation conjointe, les deux régions ont décidé de lancer les négociations en vue d'un Accord d'association y compris de la création d'une zone de libre-échange. L'Amérique centrale a, à cette occasion, confirmé sa volonté de mettre en œuvre les décisions prises en mars 2006 à Panama par les chefs d'Etat de la région, de faire ratifier le traité d'Amérique centrale sur les investissements et les services et de créer un mécanisme juridictionnel permettant d'assurer le respect de la législation économique régionale dans l'ensemble de la région.

### **1.3. Objectifs bilatéraux**

Les objectifs au niveau bilatéral sont cohérents avec le cadre régional. L'UE et le Costa Rica sont des partenaires importants du point de vue politique et économique :

- Le Costa Rica joue traditionnellement un grand rôle dans la région en termes de stabilité et de respect des valeurs démocratiques. Il importe pour l'UE de maintenir et consolider son dialogue politique avec ce pays dans le contexte de l'Amérique centrale ainsi que dans ses relations de coopération.
- Le Costa Rica est un pays très dynamique dans ses relations économiques et commerciales avec l'UE ; celle-ci se félicite de l'engagement croissant du pays dans le processus d'intégration régionale d'Amérique centrale, une priorité qui s'inscrit dans la préparation des négociations en vue d'un accord d'association régional avec l'UE.

## **2. ANALYSE DE LA SITUATION ET PRINCIPAUX DÉFIS**

### **2.1. Le contexte politique**

Le Costa Rica enregistre de bons résultats dans le domaine des droits de l'homme grâce à son système judiciaire indépendant et compétent. Il est le siège du Tribunal interaméricain des droits de l'homme et de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, ce qui traduit son engagement dans ce domaine ainsi que la reconnaissance de ses efforts en faveur de la paix dans la région. Ces efforts ont été récompensés naguère par le prix Nobel de la paix décerné au président Oscar Arias, élu pour la seconde fois en 2006.

Cependant, les organisations internationales dénoncent un certain nombre de problèmes tels que la surpopulation carcérale, l'abus des mineurs et la prostitution infantile, la violence conjugale.

La législation du pays n'est pas en complète conformité avec le droit international du travail, notamment en ce qui concerne les règles applicables à la négociation collective et aux conventions collectives mais des engagements ont été pris dans ce sens (OIT).

Les populations indigènes, soit environ 1,7% des habitants, restent marginalisées en zone rurale et présentent des indicateurs socio-économiques inférieurs à la moyenne nationale.

Depuis 1948, le Costa Rica a une tradition de démocratie et de stabilité. Ces dernières années, le gouvernement a rencontré des difficultés pour rassembler des consensus sur son plan national de développement, notamment à cause du blocage du système par l'Assemblée législative. Il n'a pas réussi à faire adopter des réformes essentielles telles que la réforme fiscale ou la ratification de l'accord de libre-échange d'Amérique centrale (CAFTA), ni à faire progresser le processus de privatisation. Le nombre de lois adoptées en 2003-2004 a représenté la moitié de celles adoptées auparavant et peu de décisions d'intérêt national stratégique ont pu être prises. Le Costa Rica est confronté depuis plusieurs années aux faibles performances de son système politique, bien que les gouvernements successifs aient tenté de redéfinir les relations de pouvoir afin d'accroître la responsabilisation, l'efficacité et la transparence des affaires publiques.

En 2004, le pays a été secoué par une série de scandales de corruption qui ont mis en cause trois ex-présidents et coûté la détention provisoire à deux d'entre eux. Ces événements ont cependant démontré l'indépendance du pouvoir judiciaire et la détermination des institutions publiques à faire face à la corruption. Ces scandales ont aussi eu un impact politique dans le sens où les élections de février 2006 ont marqué la transition d'un système bipartite vers un système moins statique en révélant le mécontentement des électeurs à l'égard des deux principaux partis politiques. La politique costaricienne a été dominée traditionnellement par deux formations, le Partido de Unidad Socialcristiana (PUSC), parti du président Pacheco qui a achevé son mandat en 2006 et le Partido de Liberación Nacional (PLN), parti du nouveau Président Oscar Arias. Les deux partis sont considérés comme centristes sans différences idéologiques importantes. Ces dernières années, de nouveaux partis comme le Partido Acción Ciudadana (PAC) ou le Movimiento Libertario ont émergé en réponse à une demande d'alternative aux deux formations précitées. La victoire au coude à coude d'Oscar Arias sur Otton Solís (PAC) et la déroute du PUSC modifient le paysage politique du pays. L'écart entre le score personnel d'Otton Solís (39,80% des voix) et celui du PAC à l'Assemblée Législative (25,3%) révèle que ce parti ne bénéficie pas encore d'un électorat stable. (voir annexe 1 pour la composition de l'Assemblée de 57 membres).

L'impression de corruption et la centralisation effective des pouvoirs ont été dénoncées durant la campagne présidentielle de février 2006. Un amendement constitutionnel a bien instauré un transfert de 10% des ressources de l'État aux municipalités assorti d'une décentralisation des responsabilités mais, en pratique, ce transfert est resté limité à environ 3,5% en raison des rigidités institutionnelles profondes. Pourtant, la majeure partie des partis politiques considérait la modification de la répartition des pouvoirs dans le pays et la décentralisation des responsabilités vers les municipalités comme essentielles.

L'immigration nicaraguayenne représente la moitié des flux migratoires vers le Costa Rica. Selon les estimations, la population nicaraguayenne au Costa Rica s'élèverait à 500 000 personnes, soit la moitié des étrangers dans le pays, avec l'enjeu de l'intégration dans la société costaricienne que cela implique. Comme ailleurs, l'intégration des migrants est un défi en termes de sécurité, d'emploi et d'accès aux services sociaux.

Le Costa Rica et le Nicaragua vivent des périodes de tension récurrentes, notamment en raison de leur litige sur les droits de navigation dont le Costa Rica bénéficie sur le fleuve frontalier San Juan. Le Costa Rica a porté la question devant la Cour internationale de justice en septembre 2005. D'autre part, il a introduit une législation plus restrictive de contrôle de l'immigration qui touche particulièrement les ressortissants nicaraguayens.

Le Costa Rica est un pays de transit pour le trafic de drogue entre la Colombie et d'autres pays, ce qui le rend particulièrement vulnérable à la corruption et aux activités de blanchiment des capitaux. Cependant, il a su prendre des mesures pour renforcer les contrôles et rendre les transactions plus transparentes.

## 2.2. Situation sociale

Le Costa Rica est un pays à revenu moyen (4 329 dollars par habitant en 2004) avec des indices de pauvreté très inférieurs à ceux des autres pays de la région (voir détails en annexe 4). Pendant les dernières décennies, marquées par une concurrence économique mondiale accrue et par des turbulences régionales considérables, il a réussi à maintenir une stratégie nationale de développement humain équitable, basée sur un système de services publics sociaux et d'accès universel.

L'un des principaux constats du dixième rapport sur l'état de la nation de 2004 était l'accès plus large des Costariciens aux services de santé, à l'éducation, au logement et aux services de base. Dans ce contexte, l'investissement social public contribue à limiter les effets de la pauvreté. Ces performances se reflètent aussi dans le rapport des Nations unies sur les objectifs du millénaire (annexe 3) qui indique des améliorations pour un grand nombre d'indicateurs sociaux (malnutrition, mortalité infantile, accès à l'enseignement primaire, sida, tuberculose) et environnementaux (zones protégées, énergies renouvelables, accès à l'eau potable).

Le pays a aussi une politique volontariste dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes (annexe 5). Cependant, on constate une différence significative (30% en moyenne) entre les salaires des hommes et des femmes dans le secteur privé, la discrimination étant plus forte dans les postes de haut niveau. En outre, le chômage atteint plus les femmes que les hommes.

Le onzième rapport sur l'état de la nation, paru en novembre 2005, attire l'attention sur la dégradation de nombreux indicateurs socio-économiques du pays et relève, en particulier, certains indicateurs préoccupants dans le domaine de la santé, telle l'augmentation des cas de dengue (40 000 cas recensés).

Si la part des dépenses sociales dans le budget de l'État a augmenté de 58% entre 1990 et 2004, elle est plutôt en diminution si l'on tient compte de l'augmentation de la population. Une inflation de 10% au cours de la dernière décennie et le manque de ressources publiques n'ont pas permis d'investir suffisamment dans les infrastructures et les services sociaux, qui sont les priorités de l'ancien et de l'actuel gouvernement. Ainsi, le onzième rapport susmentionné indique qu'à l'exception du secteur de l'éducation (+ 4%), les investissements (transport, logement, santé) et les dépenses sociales sont en diminution pour la deuxième année consécutive bien que l'investissement social public représente 19% du PIB et 78% des dépenses de l'État en 2004.

Depuis quinze ans, la fracture se développe entre les couches sociales à cause, principalement, des différences salariales croissantes. L'indice de Gini est passé de 37 à 42 pendant cette période. On constate aussi une augmentation des inégalités régionales et locales, plus importante en milieu rural.

Tandis que 21,2% des foyers du pays vivent sous le seuil de pauvreté, en 2004, dans des régions périphériques comme la région Brunca, ce pourcentage a atteint 40% et 21% des foyers étaient en condition d'extrême pauvreté, soit le double de la moyenne nationale. Un autre phénomène préoccupant est le doublement en dix ans de l'habitat précaire (bidonvilles) dépourvu d'accès aux services de base dans la grande agglomération de San José.

Le pays doit générer des ressources additionnelles pour accroître les financements sociaux et adopter des politiques sociales efficaces et ciblées sur les régions et les populations défavorisées en vue de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités et l'exclusion.

Dans un contexte où la politique sociale est pilotée essentiellement au niveau central, une telle stratégie devrait être accompagnée par un renforcement des responsabilités et des capacités administratives, y compris au niveau local.

### **2.3. L'état de l'environnement (annexe 6)**

Le Costa Rica est caractérisé par une très grande richesse écologique et une diversité biologique qui a été privilégiée par une politique de l'environnement axée sur la protection des écosystèmes (25% de zones protégées). Il a remarquablement bien su exploiter le potentiel touristique de son patrimoine naturel. Aujourd'hui, le tourisme environnemental constitue sa principale source de devises étrangères. Parmi les faiblesses de la politique de l'environnement, on pointera notamment une déforestation incontrôlée et des problèmes de pollution dans la grande agglomération de San José, où 4% du territoire concentrent 60% de la population et 90% des activités industrielles.

Les pouvoirs publics, notamment les autorités locales, par manque de politiques et de moyens, n'ont pas su faire face à la dégradation du milieu urbain qui est aujourd'hui une préoccupation clairement affichée du gouvernement. C'est le cas, en particulier, de la pollution inquiétante des eaux, de l'insuffisance des systèmes d'assainissement et de la gestion incontrôlée des déchets qui réclament des politiques urbaines et locales intégrant l'environnement, une planification environnementale et des financements correspondants.

Le rapport sur l'état de la nation de 2005 souligne l'importance des problèmes institutionnels rencontrés par le MINAE (Ministerio del Ambiente y Energía) pour mettre en œuvre les activités de conservation et de protection de l'environnement. La fragmentation des responsabilités et le manque d'instruments affaiblissent le système de gestion environnementale dans un cadre budgétaire restreint. Une réforme de l'administration de l'environnement et la coordination des institutions pour traiter efficacement les questions d'environnement urbain sont essentielles afin d'intégrer systématiquement les préoccupations environnementales dans le développement. La mise en œuvre d'un nouveau règlement de 2004 visant la procédure l'évaluation d'impact sur l'environnement devrait permettre d'y contribuer.

Le pays a doublé sa consommation d'énergie depuis dix ans tandis que la production, essentiellement hydroélectrique, est restée stable ; cela signifie une plus grande dépendance des importations, y compris de combustibles fossiles (70% de la consommation) dont la facture a augmenté de 39% entre 2003 et 2004. Le pays est donc confronté au triple pari de réduire sa consommation d'énergie en menant une politique d'efficacité énergétique, de réaliser des économies d'énergie et d'élargir sa palette d'énergies renouvelables (10% à l'heure actuelle hors hydroélectricité), enfin d'adapter son modèle urbain et de transport axé sur l'automobile (+ 6,5% par an).

Le défi environnemental du pays est de maintenir une politique de protection de la nature qui a bien fonctionné et d'investir pour résoudre les problèmes de pollution et d'aménagement urbain dans la grande agglomération de San José ; cela suppose, en particulier, la mise en œuvre de politiques et d'infrastructures en concertation avec les acteurs locaux, publics et privés, y compris avec la participation des municipalités. Comme les autres pays d'Amérique centrale, il doit aussi faire face au changement de climat qui pourrait affecter des activités économiques majeures comme l'agriculture, le tourisme et les forêts.

### **2.4. Économie, investissements et commerce**

#### **Situation économique**

Le Costa Rica est une économie de 4 millions de consommateurs, la plus industrialisée d'Amérique centrale. La stratégie économique nationale est basée sur une économie ouverte, avec des efforts de diversification et une croissance moyenne 4,3% l'an depuis dix ans.

L'administration est confrontée à problèmes économiques importants : le déficit budgétaire chronique (3,6% du PIB) dû à la faible pression fiscale (13,4 % du PIB auxquels s'ajoutent 4,4% du PIB en charges sociales en 2004), l'évasion fiscale et le niveau important de la dette publique (57% du PIB en 2004), qui sont les principaux obstacles au développement économique et social du pays. Enfin,

l'inflation s'est élevée à 13,6% en 2005 ce qui pourrait représenter une menace pour la stabilité économique et sociale du pays.

Les deux plus grands postes, salaires et service de la dette, consomment 80% des dépenses, ce qui laisse peu de possibilités pour l'investissement public (infrastructures, logement, santé, etc.) et crée une certaine dépendance à l'égard des flux d'investissement direct étranger (IDE), facteur de vulnérabilité macro-économique.

Si le déficit fiscal et la dette publique présentent des montants assez proches de ceux de certains pays de l'UE, leur structure révèle la vulnérabilité des finances publiques du Costa Rica. La dette publique est en constante augmentation et se concentre sur le gouvernement central qui est endetté à hauteur de 2 milliards de dollars. Les échéances de la dette interne ont déjà été prolongées entre 1995 et 1997, ce qui rend une nouvelle renégociation très difficile. Le paiement des intérêts de la dette a représenté en 2004 près de 26% des dépenses du gouvernement central.

Une brève analyse des dépenses du gouvernement central et de la structure du budget (annexe 1) révèle sa faible marge de manœuvre.

La structure de l'impôt (source : FMI) se décompose principalement entre 26% d'impôt sur le revenu, 64% de taxe sur la consommation et 7% de taxe sur le commerce. Si les impôts indirects dominent, la proportion des impôts directs sur le revenu a augmenté ces dernières années. Il reste qu'ils n'ont représenté en 2004 que 25,5% de la collecte totale, comparés aux 12,07% de 1991.

Outre la lutte contre l'évasion fiscale, l'augmentation progressive des taxes en vigueur pourrait être envisagée, en particulier sur les équipements des entreprises (dans tous les secteurs), les revenus des personnes physiques et les revenus financiers qui n'apparaissent pas dans les dépenses de personnel ni dans les contrats de services. Devraient être aussi renforcées les mesures visant à accroître la transparence et la coopération administrative au niveau international, conformément aux standards développés au sein du Forum mondial de l'OCDE.

Le Fonds monétaire international a souligné de façon répétée la nécessité de progresser dans la réforme fiscale.

## **Politique commerciale**

Depuis le milieu des années quatre-vingt, les gouvernements ont adopté une politique orientée vers l'extérieur en favorisant l'investissement étranger et en ouvrant de nouveaux marchés à l'exportation.

Le Costa Rica a signé récemment des traités de libre-échange avec le Mexique, le Chili, Trinidad-et-Tobago, la République dominicaine et le Canada. Le traité de libre-échange avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a été approuvé en 2005 par l'Assemblée législative. Mais le précédent gouvernement n'est pas parvenu à faire ratifier le Traité CAFTA par l'Assemblée. Le Costa Rica possède des accords commerciaux de protection réciproque des investissements avec l'Allemagne, l'Argentine, le Canada, le Chili, la Chine, la Corée, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Paraguay, la République tchèque, la Suisse et le Venezuela. D'autres traités sont en cours de négociation avec dix-huit pays.

De même, le Costa Rica est un membre très actif de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'un des pays toujours présents dans les réunions préparatoires du cycle de Doha. Il a ainsi contribué de façon substantielle à certains sujets comme la facilitation du commerce, le traitement différencié entre économies développées et économies en développement, la concurrence et l'accès aux médicaments. Enfin, il prend une part active aux groupes de Cairns et du Colorado de l'OMC et fait partie des trente-quatre pays qui participent aux discussions en vue de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Les flux d'Investissement Direct Etranger en 2004 ont été de 617,3 millions de dollars. De ce total, l'investissement européen représente 9,7% (même pourcentage que le Canada), loin derrière les États-Unis (72.3%). En général, on peut constater une tendance à l'augmentation de l'IDE dont le niveau en 2003 a été 3,5 fois supérieur à celui de 1991.

## **Commerce extérieur (annexe 2)**

Il est important d'indiquer que plus de 50% des exportations costariciennes proviennent des zones franches. Le pays s'est préparé à l'échéance de fin 2009, date à laquelle, conformément aux règles de l'OMC, seront éliminées les incitations liées aux exportations en provenance des zones franches.

Le Costa Rica représente 60% des exportations vers le marché européen au niveau régional et est la seconde destination de l'investissement direct européen après le Panama. La production agricole (banane et café, en particulier) représente une part de plus en plus faible de la production nationale mais conserve un rôle prépondérant dans les exportations.

L'UE est en 2005 le troisième bénéficiaire des exportations du Costa Rica (16.3%), derrière l'Amérique centrale (17%) et les États-Unis (42.7%). Elle occupe la quatrième place pour les importations (13.1%), derrière les États-Unis (41.3%), l'Asie (15.7%) et l'Amérique du sud (14.3%). L'Amérique centrale occupe la cinquième position (5,6%). Les exportations du Costa Rica bénéficient de l'initiative pour le bassin des Caraïbes (IBC) des États-Unis, du système de préférences généralisées (SPG) de l'UE et d'autres initiatives des pays industrialisés.

## **Secteurs productifs**

La part des secteurs dans l'économie en 2004 est la suivante : agriculture et mines : 8.4% ; industrie et construction : 25.3% ; services : 66.3%. L'économie du pays a profondément changé depuis quinze ans. Le poids de la production agricole dans la production nationale est passé de 13,2 à 8.3% entre 1991 et 2004 et l'agriculture n'absorbe plus que 13,9% de la main d'œuvre contre 25% en 1990. Le secteur manufacturier a crû en moyenne de 5,7% par an entre 1994 et 2004, au-delà de la croissance moyenne du pays (4,8%), entraîné par les activités des zones franches. Le tourisme a été une des activités les plus importantes des dernières années et a représenté en 2003 19,6% du PIB. Les entrées de devises liées au tourisme ont représenté 1.357 millions de dollars en 2004.

L'installation, en 1998, de trois usines de l'entreprise exportatrice transnationale de puces électroniques INTEL avec un investissement de plus de 600 millions de dollars a eu un grand impact sur les statistiques macro-économiques du pays. La participation d'INTEL, qui bénéficie des avantages des zones franches, au taux de croissance approche les 50%. Toutefois, l'impact réel de l'entreprise dans l'économie, pour important qu'il soit (création d'emploi de haute qualité et d'un pôle commercial international pour attirer les IDE), est beaucoup plus limité.

Ces évolutions ont de fortes répercussions sur le marché du travail où se ressent un besoin croissant de main-d'œuvre hautement qualifiée. Le recul de secteurs comme l'agriculture a pour corollaire, avec les pertes d'emploi, un accroissement du secteur informel. La création d'emplois qualifiés n'est pas encore suffisante pour influencer sur le marché du travail.

Le contrôle étatique excessif sur des secteurs fondamentaux comme l'énergie, les télécommunications, les assurances, les ports, les aéroports ou la distribution de l'eau limite les performances économiques et les possibilités de développement. La ratification du traité de libre-échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine (DR-CAFTA) entraînera, pour les secteurs qui sont des monopoles d'État, assurances et certains aspects des télécommunications, l'obligation de s'ouvrir à la concurrence. Des études récentes ont évalué la perte de recettes pour l'État à 0,23% du PIB en moyenne annuelle.

## **2.5. Intégration régionale**

Le Costa Rica est encore réticent vis-à-vis de l'intégration politique en Amérique centrale, pour des raisons historiques qui tiennent aux turbulences qu'a traversées la région et parce qu'il souhaite auparavant une réforme des institutions régionales. Il est membre du SICA et s'implique plus dans le SIECA mais n'est pas membre du PARLACEN ni de la Cour de justice d'Amérique centrale car il doute de l'efficacité de ces institutions.

Compte tenu de ses particularités tant sociales que politiques et économiques par rapport à la région (annexe 4), et bien qu'étant engagé depuis 2002 dans le processus d'intégration économique régionale, le pays avance à un rythme plus lent que ses voisins, en particulier le Salvador, le Guatemala et le Honduras.

Les autorités costariciennes n'ont pas encore adopté de mesures pour faciliter les mouvements de personnes comme l'ont fait le Salvador et le Guatemala. La raison en est à la forte immigration nicaraguayenne. Cependant, depuis son engagement en 2002, le Costa Rica a participé activement au processus de négociation pour la formation de l'union douanière.

Le Président Arias a montré son engagement pour l'intégration centroaméricaine et le rapprochement avec le Nicaragua et le Panama avec qui un Accord de Libre commerce est en négociation. Il a annoncé son intention de soumettre le CAUCA, code douanier commun, à la ratification de l'Assemblée Législative avant la fin de l'année 2006, conformément aux décisions des chefs d'Etat de la région en mars 2006 à Panama.

Conscient de la nécessité d'harmoniser les normes en matière tarifaire ainsi que la réglementation technique, sanitaire et phytosanitaire et le régime des biens, des services et des investissements, le pays conditionne son engagement vis-à-vis de l'intégration régionale centroaméricaine à l'application de normes égales ou supérieures à celles qu'il possède actuellement.

Les chefs d'entreprise ont une vision positive d'un processus susceptible d'accroître les possibilités commerciales avec la région et de réduire les démarches, les lourdeurs administratives et les délais, alors que le secteur social, tout en étant d'accord avec le processus, plaide pour une reconnaissance des coûts sociaux que provoquerait l'accélération de la migration, spécialement nicaraguayenne, vers le Costa Rica.

### **Les principaux défis du Costa Rica**

Le système politique qui régissait le Costa Rica avant 2006 a montré ses limites qui se sont traduites dans le blocage de réformes importantes et le mécontentement des citoyens. Le nouveau gouvernement élu en 2006 doit initier la réforme d'un système politique discrédité, en conservant en même temps le modèle démocratique costaricien.

Il faudra au Président Arias une grande détermination pour réunir un consensus national pour adopter les réformes nécessaires ou mener à leur terme celles qui ont démarré. Compte tenu du fait que la fraction PLN (25 députés) ne dispose ni d'une majorité absolue de 29 députés à l'Assemblée et encore moins de la majorité qualifiée de 38 voix requise pour les réformes majeures (fiscalité en particulier; pour l'adoption du CAFTA 38 voix sont requises), il devra réussir à créer des alliances avec d'autres partis comme le PAC, qui a fait campagne contre le CAFTA, ou le ML opposé à la réforme fiscale, deux projets essentiels pour l'avenir du pays. Les autres réformes concernent l'amélioration du système administratif, et l'allègement des procédures et des contrôles; le maintien de la compétitivité de l'économie orientée vers le commerce extérieur en s'assurant une main d'œuvre qualifiée et une diversification qui peuvent être obtenues notamment par des investissements dans l'éducation et dans la recherche-développement en science et technologie; l'ouverture à la concurrence des secteurs économiques tels que les assurances et les télécommunications; la consolidation d'un modèle social

fragilisé en s’attachant à la qualité des services publics sociaux ; l’investissement dans les transports, l’environnement (gestion des déchets, assainissement) et le logement ; les financements sociaux et la lutte contre l’inégalité croissante, la pauvreté et l’exclusion des populations les plus vulnérables, en particulier du point de vue de l’intégration des populations immigrées du Nicaragua. Enfin, sur le front régional, le Costa Rica est un acteur clé du processus d’intégration centroaméricain et doit donc s’employer à jouer un rôle moteur.

### 3. LE PLAN NATIONAL DU COSTA RICA

L’ancien président Pacheco s’était fixé comme priorités la lutte contre la pauvreté en se concentrant sur l’amélioration de la formation et des capacités humaines, le logement, la croissance de la production et de l’emploi, l’amélioration du système judiciaire, la participation des citoyens et la protection de l’environnement.

Le plan national avait donc l’ambition de préserver un modèle social reconnu et inégalé dans la région, d’améliorer la compétitivité économique et l’ouverture commerciale mais les institutions démocratiques du pays n’ont pas suivi le gouvernement dans l’accomplissement de ces objectifs.

L’ancien gouvernement avait comme priorité de mieux mobiliser les ressources du pays et de réaliser une réforme fiscale reconnue comme nécessaire pour réduire le déficit du budget de l’État, améliorer les indicateurs sociaux et appuyer les secteurs productifs, mais la réforme n’a pu aboutir. Le projet qui avait été adopté en première lecture à la fin du précédent gouvernement a été déclaré anticonstitutionnel. Il incombe au nouveau gouvernement d’Oscar Arias de présenter un nouveau projet pour accroître les ressources de l’état et financer notamment les investissements dans les infrastructures et l’éducation, ainsi que la réduction de la pauvreté, grandes priorités de son programme.

Sont aussi à l’ordre du jour du gouvernement Arias, la décentralisation des pouvoirs le renforcement des liens commerciaux sur la scène mondiale, tant avec les grands blocs économiques, en particulier avec l’adhésion au CAFTA, la négociation d’un accord d’association avec l’Union Européenne, qu’à l’intérieur de la région d’Amérique centrale, ainsi que la finalisation du cycle de Doha. L’intégration régionale est perçue comme un pas fondamental et nécessaire dans ce sens et pour favoriser la croissance économique et sociale du pays, mais elle est aussi vécue comme une menace potentielle pour le modèle costaricien reflétée dans les blocages décisionnels .

#### Le programme du Président Arias

Politique sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réduire la pauvreté de 4%</li> <li>➤ Destiner 8% du PIB à l’éducation</li> <li>➤ Universaliser l’éducation secondaire</li> <li>➤ Renforcer la Caisse d’assurances sociales (CCSS)</li> <li>➤ Améliorer l’accès aux services sociaux</li> <li>➤ Etendre la classe moyenne</li> <li>➤ Attribuer des subventions aux mineurs de 17 ans</li> <li>➤ Créer un centre de désintoxication pour mineurs</li> </ul>
Politique économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Croissance économique de 6%</li> <li>➤ Ratification du CAFTA</li> <li>➤ Négocier un traité de libre échange avec l’UE</li> <li>➤ Augmenter les prélèvements fiscaux</li> <li>➤ Capitalisation de la Banque Centrale pour réduire l’inflation</li> <li>➤ investir 1000 millions de dollars US pour l’infrastructure</li> <li>➤ Créer le système national d’innovation technologique et de formation professionnelle</li> </ul>
Politique extérieure	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Travail coordonné entre le COMEX et le ministère</li> </ul>

	des Relations Extérieures ➤ Réformer le Service Extérieur ➤ Promotion du Consensus de Costa Rica ➤ Intégration régionale centroaméricaine
Environnement	➤ Plan de gestion des déchets ➤ Production de 100% de l'électricité à partir des énergies renouvelables ➤ Réforme de la loi sur l'eau ➤ Autonomie financière des zones de conservation
Réformes juridiques	➤ Règlement d'organisation du Pouvoir Exécutif ➤ Loi sur l'Administration Publique ➤ Système nacional de planification ➤ Gouvernement digital ➤ Comité d'Éthique placé sous la Présidence ➤ Ouverture des monopoles ➤ Loi de Concession des travaux publics

#### **4. BILAN DE LA COOPÉRATION : COORDINATION ET COHÉRENCE**

##### **4.1. La coopération de la Commission européenne : les leçons de la période 2002-2006**

Comme les autres bailleurs de fonds internationaux, la Commission a réduit progressivement sa coopération avec le pays, qui continue cependant à bénéficier de plusieurs outils de coopération régionaux en faveur de l'Amérique latine, de financements thématiques et d'une aide bilatérale dans le cadre de la présente programmation.

Le Costa Rica prend part de manière très active aux programmes régionaux dans les secteurs de l'éducation (ALFA, ALBAN), du transfert de technologies (INCO, @LIS, AL-INVEST) ou du développement local (URBAL). Par exemple, dix institutions d'enseignement supérieur ont participé à 35 des 208 projets financés au titre d'ALFA II (17%), ce qui représente un financement de la CE de 8,2 millions d'euros. Des partenaires costariciens ont pris part à 3 des 19 projets @LIS et des autorités locales ont participé à 15 des 154 projets URBAL, avec une forte thématique liée à la participation des femmes. Par ailleurs, la « Corte Suprema de Justicia de Costa Rica » fait partie du consortium chargé de mettre en œuvre le programme régional EuroSociAL dans le secteur de la justice.

Le financement de projets par les lignes thématiques a porté principalement sur les domaines des droits de l'homme, avec un montant de subventions d'environ 3 millions d'euros sur la période 2002-2005 accordées à des institutions actives au Costa Rica (réforme pénale, défense des enfants, État de droit et citoyenneté, etc.), et de l'environnement [subvention de 800 000 euros à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en vue de la gestion des zones protégées] (cf. liste en annexe 8). Dans les deux cas, ces projets sont justifiés notamment par l'intérêt que suscite la biodiversité du pays et par la position particulière qu'il occupe en abritant une série d'organismes internationaux et régionaux spécialisés dans les droits de l'homme.

L'enveloppe financière indicative du précédent document de programmation bilatérale pour le Costa Rica, d'un montant de 31,5 millions d'euros pour la période 2000-2006, a été mise en œuvre sur cette période dans trois secteurs complémentaires afin de répondre aux défis du pays:

- la réforme institutionnelle, y compris la modernisation et la décentralisation pour aider le gouvernement à définir un cadre adapté permettant aux gouvernements locaux d'assumer des responsabilités supplémentaires ;
- l'amélioration de l'aménagement de la Vallée centrale, qui concentre la majorité de la population et de l'économie du pays, y inclus la réalisation de diagnostics sectoriels, le renforcement de la coordination entre les autorités de planification et la modernisation des ressources humaines ;

- le développement des ressources humaines et le renforcement des relations entre l'industrie et la communauté scientifique pour promouvoir les nouvelles technologies afin de soutenir la diversification de l'économie, l'emploi et les atouts environnementaux du pays.

Les projets de la stratégie 2002–2006 correspondent à des défis toujours actuels. Ils se trouvent encore en phase d'exécution car la stratégie n'a pu s'exécuter dans les délais prévus.

En outre, 5% des moyens de la stratégie ont été réservés à des priorités comme la violence domestique contre la femme, la prostitution infantile et l'accès des groupes marginalisés aux services de base (santé et éducation), ainsi qu'à des projets orientés vers l'intégration régionale. Cela s'est notamment traduit dans les financements des lignes thématiques et de la coopération en faveur de l'Amérique centrale.

La pratique a révélé des difficultés d'adaptation rapide de la culture administrative du Costa Rica aux nouvelles règles de la Commission qui confie la gestion à une entité désignée par le pays et limitent les délais d'exécution. Les obstacles communs aux projets sont dus à plusieurs facteurs : l'absence d'une institution dynamique pour la gestion ; le manque de volonté politique nécessaire pour surmonter les obstacles administratifs et techniques ; la question des contreparties financières ; l'absence de « modus operandi » entre l'administration et la Contraloría (organisme de contrôle financier) fixant des règles claires d'exécution budgétaire. Cette situation entraîne des retards d'exécution des projets qui pourraient menacer leur accomplissement final.

Deux activités complémentaires sont en cours : la modernisation et la décentralisation de l'État (FOMUDE) et l'aménagement urbain (PRUGAM). Le programme de coopération scientifique et technologique CENIBiot dans le domaine des biotechnologies a été lancé fin 2005.

Les retards des programmes FOMUDE et PRUGAM sont dus, en particulier, à la multiplicité des acteurs institutionnels, au grand nombre de municipalités concernées (31 dans PRUGAM et 81 dans FOMUDE) et à la complexité du processus de décision pour parvenir à un accord entre toutes les parties qui soit approuvé par la Contraloría de la République. S'y ajoutent les changements de responsables, l'expérience insuffisante de l'administration en matière de décentralisation, le manque de ressources financières locales, notamment pour fournir des contreparties, le manque de soutien du législatif attaché au centralisme et le poids limité des ministères partenaires. Après avoir rencontré des difficultés liées à la complexité du processus, le projet suscite un réel intérêt car il reflète une priorité essentielle du pays dans le contexte d'une nouvelle impulsion en faveur de la décentralisation et de la nécessité d'une planification de l'infrastructure urbaine. L'environnement est un axe essentiel de ces deux projets, notamment à travers des investissements environnementaux ainsi que le soutien à la capacité des collectivités dans ce domaine. Ils devraient permettre, à terme, de contribuer à la modernisation des institutions du pays et de progresser dans le domaine des consensus institutionnels et du dialogue avec la société civile.

Le projet CENIBiot appuie la modernisation de l'agriculture industrielle et de ses secteurs connexes à travers l'utilisation de nouvelles technologies ; il contribue à la fois à la création d'emplois de qualité et à la limitation de la pollution.

La nouvelle programmation, qui ne devrait pas débiter (selon le calendrier indicatif) avant que des résultats concrets aient été enregistrés pour ces programmes, tiendra compte de l'expérience acquise et des progrès réalisés par les entités nationales gestionnaires et cherchera à inscrire cette expérience dans le long terme ; cette transition devrait être facilitée par le choix des nouveaux secteurs de concentration (partie 5) qui s'inscrit dans la continuité avec la stratégie 2002-2006.

*Situation de la programmation 2002-2006 : voir détails en annexe 9*

## **4.2. Les programmes des États membres de l'Union européenne et des autres donateurs**

La coopération sous forme d'aide non remboursable s'est réduite progressivement dans les années 1990 et s'est stabilisée depuis 2000 à un niveau inférieur à 90 millions de dollars par an compte tenu du niveau de développement du pays. L'UE, principalement l'Allemagne, l'Espagne, la France et les Pays-Bas, le Japon, le Canada et Taïwan sont les principaux donateurs.

Les secteurs privilégiés par les États membres sont l'environnement et l'appui à la décentralisation et aux municipalités, ce qui montre une convergence avec la stratégie de la Commission. La majorité des États membres présents consacrent un effort important à la promotion des échanges culturels, y compris par des bourses d'études en Europe. La Banque européenne d'investissement a signé un accord cadre avec le Costa Rica en mai 2003 qui reste à ratifier. De ce fait, les deux grands prêts de 100 millions d'euros dont le principe a été décidé pour financer la construction de la voie San José-San Ramón et le projet de transport électrique métropolitain de San José n'ont pas encore démarré.

L'appui des banques multilatérales sous la forme de prêts est prépondérant compte tenu de la contraction de l'aide des donateurs, avec une moyenne de 300 à 400 millions de dollars par an et de fortes différences selon les années. À titre d'exemple, la coopération financière totale est passée de 189,35 millions annuels en 2002 à 576,4 millions en 2003 (voir annexe 7). Il convient de souligner l'importance des banques de développement comme la BID, la BCIE, la Banque mondiale, la Banque de développement du Japon et la Kreditanstalt für Wiederaufbau. Depuis cinq ans, la BCIE a été la plus active mais, sur vingt ans, c'est la BID qui a été la première source de coopération financière.

La BID a été une source de financement continu pour le gouvernement et pour les entreprises privées. La BCIE a des engagements importants, ainsi que la Banque mondiale.

Dans le cadre du Plan Puebla Panama (PPP) sont prévus plusieurs projets d'infrastructures. En outre, une fois ratifié le traité CAFTA, des programmes de prêts et de coopération financière en matière de compétitivité, d'emploi et d'environnement sont envisagés.

Le secteur principal de concentration a été l'énergie et les télécommunications et a absorbé 124,2 millions de dollars (65,59%) en 2002 et 215,6 millions de dollars (37,4%) en 2003. Derrière ce secteur, on note une grande dispersion entre des branches comme l'économie et les finances, le commerce extérieur et une multitude de projets concernant l'environnement, les travaux publics et le transport, le logement et le développement urbain, la santé, le développement local ou la science et la technologie.

Il n'existe pas de mécanisme de coordination ou de table ronde des donateurs. Il n'y a pas non plus d'initiatives concrètes en ce sens de la part du gouvernement ou des donateurs.

Une coordination étroite existe entre la coopération de la Commission et celle des États membres. C'est notamment le cas des projets dans le domaine de la décentralisation et du renforcement municipal, qui font l'objet de réunions mensuelles (PRUGAM et FOMUDE).

Il serait souhaitable, à l'avenir, d'organiser des tables rondes sectorielles de coordination avec tous les donateurs pour favoriser les échanges d'idées depuis la phase de formulation des stratégies jusqu'à la mise en œuvre des actions, spécialement avec les États membres de l'UE.

Le présent document de stratégie vise notamment à coordonner le programme de travail pour la période 2007-2013 avec les États membres de l'UE présents dans les mêmes secteurs et à établir ainsi une coordination stratégique à moyen terme.

### **4.3. Cohérence avec les politiques et les instruments de l'Union (annexe 11)**

Une analyse des objectifs de la coopération avec le Costa Rica ainsi que des politiques et des instruments de l'UE concernant notamment le commerce, l'agriculture, l'environnement, la santé et la protection des consommateurs, le marché intérieur, la concurrence, la recherche et la société de l'information montre une cohérence générale. Il existe aussi une grande complémentarité et une grande synergie entre ces politiques et la stratégie actuelle, y compris dans la prise en compte de priorités transversales comme les droits de l'homme, l'émancipation de la femme et l'environnement. La Commission a aussi récemment introduit un instrument d'évaluation d'impact applicable à la plupart de ses propositions qui contribue à améliorer la cohérence des mesures en préparation en y associant les services compétents.

Lors des consultations, les autorités du pays comme la société civile ont dit leur préoccupation concernant le régime commercial préférentiel du SPG qui, en dépit de ses améliorations récentes, n'est pas suffisant pour influencer les décisions d'investissement à long terme, ainsi que la politique agricole commune, particulièrement dans le secteur de la banane. Le manque de coordination entre les projets financés par certaines lignes budgétaires thématiques et géographiques a également été relevé.

## **5. STRATÉGIE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**

### **5.1. Objectifs et modalités**

La préparation du présent document de stratégie est le résultat d'un processus de consultation avec les autorités du Costa Rica et avec la société civile (communauté académique, chambres de commerces, administrations, bailleurs de fonds) qui a eu lieu en mai 2005 sur la base de deux ateliers consacrés à la cohésion sociale et à l'intégration régionale et reprenant les thèmes importants du plan national (réforme fiscale, décentralisation, environnement urbain, commerce extérieur, système douanier commun, accord d'association avec l'UE). La consultation a confirmé les questions et défis identifiés au chapitre 2 (voir l'annexe 13 pour plus de détails).

La Commission européenne privilégie plusieurs critères centraux dans cette stratégie de coopération :

- Définir les secteurs prioritaires dans le cadre des deux grandes priorités de la déclaration de Guadalajara confirmées par le Sommet de Vienne, à savoir la cohésion sociale et l'intégration régionale, en les adaptant aux défis du pays.
- Concentrer les efforts de coopération sur des thèmes faisant partie des grandes priorités nationales mises en œuvre par le gouvernement.
- Intégrer les dimensions suivantes, si pertinentes, dans tous les programmes : la promotion des droits de l'homme, l'égalité homme-femme, la démocratie et la bonne gouvernance, les droits des enfants et des peuples indigènes, l'environnement et la lutte contre le SIDA.
- Déterminer la stratégie de coopération et les modalités d'exécution, y compris le calendrier en fonction des résultats obtenus dans la période 2002-2006 et des contreparties nationales.
- Assortir l'appui de la Commission d'un dialogue politique approfondi, y compris sectoriel, avec d'éventuels transferts d'expériences européennes et un renforcement des politiques publiques.
- Encourager un dialogue constant entre les acteurs nationaux (gouvernement central, municipalités, partis politiques et société civile) pour parvenir à une participation réelle et une appropriation adéquate des programmes par le pays tant en ce qui concerne le développement que la mise en œuvre de la coopération future.

- Renforcer la coordination avec la stratégie régionale qui privilégie le soutien à l'intégration de l'Amérique centrale (annexe 12) et avec les programmes régionaux actuels et futurs (RSP 2007-2013 pour l'Amérique latine).
- Veiller particulièrement à la coordination avec les autres donateurs à toutes les étapes de la mise en œuvre de la coopération, y compris avec les bailleurs de fonds multilatéraux tels que la BID et la Banque mondiale. Le choix des secteurs et les modalités d'intervention sont complémentaires de ceux des autres bailleurs de fonds dont l'aide au pays est réduite et se concentre sur les secteurs mentionnés au point 4.2.

Cette stratégie sera soumise à un examen à mi-parcours (2009-2010). En fonction de l'évolution de la situation et des principaux défis du pays, y compris des principaux indicateurs socio-économiques et des progrès de la coopération, on considèrera s'il convient d'adapter la présente la stratégie, y compris l'allocation financière affectée à la coopération.

## **5.2. Justification du choix des secteurs de concentration**

### **5.2.1. Cohésion sociale**

L'analyse des défis pour le Costa Rica a montré que la priorité devait être accordée à la préservation de son modèle social qui lui a permis d'acquérir une position favorable dans le contexte régional, comme en témoignent les indicateurs sociaux. Cette situation est fragilisée par un contexte de ressources limitées et par un développement qui accentue les inégalités et l'exclusion de certaines populations, en particulier dans les régions marginalisées du pays.

Dans ce contexte, l'objectif global de la coopération de la Commission est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales et territoriales et de l'exclusion constatées dans le pays. La stratégie de réponse est donc destinée à favoriser l'accès de la population à des services sociaux de qualité pour réduire les disparités sociales et territoriales.

Un appui spécifique sera apporté aux efforts du pays pour améliorer les services sociaux en matière de santé, d'éducation, d'emploi et d'environnement dans les zones les plus concernées et en faveur des populations vulnérables. Une attention particulière sera donnée au dialogue et à la participation des populations concernées.

Cette stratégie permettra d'apporter une aide additionnelle aux efforts du pays sur un enjeu majeur, notamment dans une perspective d'intégration des populations immigrées, en vue du développement économique et social du pays. Cela permettra aussi de contribuer à l'intégration régionale. Elle prendra en compte les processus de mise en œuvre de la réforme fiscale, y compris la modernisation du système fiscal, et de décentralisation s'ils étaient confirmés par le prochain gouvernement.

L'approbation d'une réforme fiscale basée sur un système progressif et une redistribution socialement et territorialement équitable est devenue un élément essentiel du processus de modernisation des politiques sociales. Un autre aspect important sera le transfert effectif de ressources vers les entités locales dans le processus de décentralisation des compétences sociales afin de promouvoir une utilisation efficace de ces ressources.

L'UE représente une valeur ajoutée dans le domaine des politiques sociales et de la lutte contre les inégalités et l'exclusion et peut s'appuyer sur les expériences et le modèle social de ses États membres. À cet égard, les actions de coopération s'accompagneront d'un dialogue politique, conformément aux recommandations des Sommets I de Guadalajara et de Vienne, et s'appuieront sur des échanges de bonne pratiques en s'inspirant de l'expérience accumulée dans le cadre du processus de Lisbonne et de la méthode ouverte de coordination pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

### **5.2.2. Intégration régionale**

La Commission attache une importance particulière au processus d'intégration régionale centroaméricain et soutiendra les activités du Costa Rica qui contribuent à cette intégration. Les actions programmées au niveau bilatéral seront cohérentes et complémentaires avec la stratégie régionale. Elles viseront plus spécifiquement à fournir un appui au Costa Rica dans le développement de politiques convergentes avec la région et à conforter sa compétitivité commerciale.

L'histoire montre que l'intégration régionale est bénéfique pour la stabilité politique et la sécurité, pour stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements, notamment sociaux, et pour ainsi favoriser la création de richesses permettant de réduire la pauvreté, bien entendu en s'inscrivant dans un dispositif politique cohérent.

La Commission pourra s'appuyer sur son expérience dans le domaine de l'intégration et sur ses activités de coopération en la matière, notamment dans le cadre de l'appui fourni au développement du processus d'intégration de l'Amérique centrale depuis plusieurs années. Il s'agira entre autres :

- d'accorder une attention spéciale aux besoins du Costa Rica pour participer à l'Union douanière d'Amérique centrale. Ceci permettra de développer sa capacité administrative et de faciliter le commerce, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des normes internationales pertinentes;
- de contribuer à améliorer le niveau d'intégration avec la région en soutenant le renforcement des institutions publiques en rapport avec le commerce extérieur (par exemple dans le domaine des finances, des douanes, de l'agriculture, des aspects sanitaires et phytosanitaires, de l'économie, de la législation, de la santé, des codes sanitaires et de la coordination et de la négociation avec les homologues d'Amérique centrale). Seront également abordés le secteur de la propriété industrielle et intellectuelle, la politique de concurrence, les normes et règles techniques et l'harmonisation des législations ;
- d'envisager, dans le contexte du processus préparatoire en vue d'un accord d'association avec l'UE, d'accorder un soutien au Costa Rica pour lui permettre de répondre aux éléments nécessaires à la négociation.

### **5.3. Formulation des programmes dans les secteurs de concentration**

Compte tenu des montants limités alloués aux deux secteurs de concentration, l'approche projet sera favorisée en maximisant l'efficacité des interventions destinées à développer les capacités des administrations et des acteurs concernés. Il s'agira de mettre en œuvre un soutien à des politiques et des actions visant, d'une part, à réduire les inégalités et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion et, d'autre part, à participer au processus d'intégration régionale. Les acteurs concernés de la société civile seront systématiquement associés.

## **6. PROGRAMME INDICATIF NATIONAL (PIN) 2007-2013**

Le montant indicatif de l'allocation sur la période est de 34 millions d'Euros.

### **6.1. Modalités**

Compte tenu de la lenteur d'accomplissement de la coopération actuelle avec le Costa Rica, une attention particulière sera accordée aux points suivants :

- la priorité donnée à l'accompagnement des réformes opérées dans le pays,
- l'accord officiel des autorités concernées sur les programmes proposés,

- des actions de sensibilisation aux priorités de la stratégie, en particulier la cohésion sociale et l'intégration régionale,
- le suivi de la mise en œuvre du programme actuel (2002-2006) en vue d'en évaluer les progrès périodiquement. Il en ira de même pour la nouvelle programmation. Un rapport annuel sera établi pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre de l'ensemble de la coopération, y compris sur les indicateurs de résultats obtenus.

Au vu de ces progrès et de la disponibilité de fonds de l'homologue national, confirmée dans le budget des partenaires identifiés, les nouveaux programmes seront inscrits dans le calendrier de programmation définitif.

- des actions de formation pour familiariser les bénéficiaires (entités de gestion et toute institution qui pourrait participer à l'exécution des projets) avec les procédures de la Commission.

Dans le cadre du réexamen de la programmation par la Commission à mi-parcours, une évaluation des performances de la coopération avec le Costa Rica permettra de décider s'il y a lieu de modifier la réponse stratégique de la Commission.

La mise en œuvre de cette programmation, ainsi que la dotation financière, dépendront du résultat des études et des travaux d'identification effectués par la Commission européenne.

## **6.2. Activités et secteurs de concentration**

### **6.2.1. Cohésion sociale**

L'objectif général est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion et à la réduction des inégalités sociales et territoriales en soutenant la modernisation de l'État dans le domaine du développement local et des politiques sociales ainsi que du système fiscal.

L'objectif spécifique est d'appuyer :

- l'amélioration des politiques publiques afin d'améliorer les indicateurs sociaux. Une attention particulière sera portée au renforcement de la capacité des systèmes de services sociaux au niveau local dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de l'environnement. Les actions se concentreront sur les régions et les zones les plus marginalisées économiquement où vivent les populations les plus défavorisées (taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale), en particulier les populations immigrées,
- le renforcement des politiques sociales et des capacités des collectivités locales dans le domaine social, à condition que soient confirmées la réforme fiscale et la décentralisation des responsabilités sociales avec attribution de financements correspondants aux municipalités. Dans cette hypothèse, les actions incluront la formation et le renforcement des capacités des municipalités en matière de gestion des ressources en appliquant les principes de bonne gouvernance, d'égalité de traitement, de transparence, y compris l'obligation de rendre compte et de respecter les bonnes pratiques en matière de passation de marchés, la mise en place de systèmes d'audit et de rapports au niveau central. Ces actions contribueront ainsi à la lutte contre la corruption.

Le développement durable et participatif sera recherché et favorisé en visant particulièrement la participation des femmes.

Le programme s'inscrit dans la continuité de l'expérience acquise lors de la réalisation des programmes PRUGAM et FOMUDE en cours qui soutiennent le processus de décentralisation des compétences dans le domaine de la gestion territoriale et urbaine, et permettra d'ancrer les acquis sur le long terme.

Les indicateurs pour évaluer les résultats attendus de cette initiative incluront, entre autres, des données quantitatives et qualitatives concernant :

- l'amélioration des investissements sociaux (emploi, santé, environnement, etc.),
- l'amélioration de la collecte et de la redistribution équitable de l'impôt
- l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques dans les services sociaux,
- l'amélioration des services sociaux,
- l'amélioration des indicateurs sociaux dans les zones concernées, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, de l'emploi et de l'environnement,
- l'accès et la prise en compte des populations les plus défavorisées en ce qui concerne les services et prestations sociaux, notamment l'amélioration des conditions de vie des populations immigrées, le nombre de personnes concernées, etc.

Bénéficiaires : administration costaricienne, services publics sociaux, collectivités locales

Bénéficiaires finaux : communautés situées dans les zones défavorisées

Programmes/activités : appui aux programmes sociaux y compris modernisation de l'Etat, études, enquêtes, actions de formation, séminaires, fourniture de matériel et de logistique ; projets de démonstration; échanges d'expérience, etc.

**Prise en compte des questions transversales**

<b>Thèmes</b>	<b>SECTEUR COHÉSION SOCIALE</b>
Egalité hommes-femmes	Promouvoir l'égalité des femmes, notamment dans la lutte contre l'exclusion et la réduction de la pauvreté. Encourager la participation des femmes.
Droits de l'homme et dimension culturelle	Promouvoir l'intégration et le respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les groupes moins intégrés de la population (immigrants et groupes indigènes). Prendre en compte dans les activités la situation, la culture et les traditions des peuples indigènes et des groupes exclus en assurant leur participation. Promouvoir la lutte contre toutes les formes d'exclusion et appuyer le caractère multiculturel des politiques et des services publics.
Droits de l'enfant	Incorporer dans les programmes la protection, la situation et les droits des enfants (groupe le plus vulnérable).
Environnement	Intégrer les facteurs associés à la dégradation de l'environnement, l'accès aux ressources et à l'eau et tous les autres facteurs qui nuisent au développement durable. Prendre en compte la vulnérabilité aux risques naturels.

### 6.2.2. Intégration régionale

L'objectif général est de faciliter le processus d'intégration du Costa Rica dans la région d'Amérique centrale en veillant spécialement à ses besoins pour prendre part à l'Union douanière d'Amérique centrale.

L'objectif spécifique est de développer un ensemble d'actions permettant de renforcer les institutions nationales dans les domaines suivants :

- harmonisation des législations et des normes et règles techniques industrielles, vétérinaires et phytosanitaires et concernant la propriété intellectuelle,
- mesures favorisant l'intégration du Costa Rica dans la région et l'accomplissement des conditions techniques requises en vue de la négociation de l'accord d'association UE-Amérique centrale,
- actions permettant de renforcer la compétitivité du pays pour faire face à l'ouverture des marchés.

Conditions: adoption par le gouvernement des décisions et mesures nécessaires pour progresser dans l'intégration régionale et pour mettre en place des politiques convergentes.

Les principaux indicateurs pour mesurer les résultats attendus incluent des données qualitatives et quantitatives concernant notamment :

- le renforcement des instituts nationaux chargés de la certification des normes vétérinaires, industrielles et phytosanitaires ;
- le renforcement du cadre existant en matière de propriété intellectuelle pour développer les aspects de la protection des brevets, marques et modèles d'utilité industrielle ;
- la formation de juges et d'agents des douanes et le renforcement des administrations fiscales
- la plus grande implication des PME
- les matériel et équipements fournis
- la convergence avec l'Union douanière d'Amérique centrale.

Bénéficiaires: administration, inspection vétérinaire, chambres de commerce et associations d'entreprises, entreprises

Activités et programmes: études, formation, fourniture de matériel

Le programme sera défini sur la base d'une étude portant sur l'évaluation des besoins du pays en termes de commerce et d'intégration régionale qui se réalisera une année avant le lancement du projet.

### **Prise en compte des questions transversales**

<b>Thèmes</b>	<b>SECTEUR INTÉGRATION RÉGIONALE</b>
Populations marginalisées, immigration, émancipation de la femme, intégration sociale	Prise en compte de l'impact économique et social des activités sur la réduction de la pauvreté et sur les populations marginalisées et vulnérables.
Droits de l'homme, en particulier le droit des travailleurs	Prise en compte de l'application des règles internationales du droit des travailleurs
Environnement	Les interventions iront de pair avec la définition d'objectifs et d'indicateurs environnementaux et avec des évaluations des incidences sur l'environnement, y compris l'utilisation des ressources naturelles.

### **6.3. Complémentarité avec les autres instruments de coopération**

Les financements concernés par cette coopération sont ceux de prévus pour l'Amérique latine, au titre des programmes géographiques bilatéraux .

Les programmes régionaux dont le pays peut bénéficier (ALFA, ALBAN, AL-INVEST, @LIS, EuroSociAL et URBAL) et les programmes thématiques tels que l'environnement, l'appui aux Acteurs non étatiques, le soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, Investir dans le capital humain sont considérés comme complémentaires de la programmation géographique bilatérale avec le Costa Rica..

Des complémentarités et des synergies seront recherchées entre les programmes régionaux et la coopération bilatérale, en particulier sur le thème de la cohésion sociale avec le programme EuroSociAL qui organise des formations et des échanges entre administrations et acteurs chargés des politiques publiques (justice, fiscalité, éducation, santé, emploi). Il en sera de même pour tout autre programme utile qui serait développé dans le cadre de la programmation régionale 2007-2013, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la décentralisation, des politiques sociales et des partenariats entre collectivités locales.

Dans le secteur de la cohésion sociale, une complémentarité sera recherchée avec le programme INCO de R&DT en vue, notamment, de développer la recherche scientifique et technologique concernant des activités génératrices d'emploi dans les régions rurales défavorisées du pays.

Une coordination sera assurée avec des programmes tels que DIPECHO dans le domaine de la prévention des risques existant dans le pays et la région et de l'intervention en cas de catastrophe faisant l'objet de mesures dans le cadre de la politique et des instruments de l'aide humanitaire. La prévention des catastrophes naturelles est d'autre part traitée par un programme régional pour l'Amérique centrale lancé en 2005. Compte tenu du fait que le Costa Rica ne fait pas partie des pays cibles des lignes thématiques, l'intervention des instruments « ONG » et « droits de l'homme » pourra être envisagée lorsque des organismes internationaux spécialisés sont situés dans le pays, mais pas nécessairement pour des actions ciblées uniquement sur le pays. L'instrument financier « environnement et forêts tropicales » pourra aussi intervenir de façon ciblée en complément de cette stratégie (voir aussi annexe 11) pour des problèmes d'environnement importants (déforestation, contamination des eaux, gestion des déchets).

Dans le domaine de l'intégration régionale, les activités seront complémentaires et une synergie sera recherchée avec la programmation régionale pour l'Amérique centrale dédiée à l'intégration régionale

(cf. annexe 12), avec les programmes régionaux pour l'Amérique latine, en particulier AL-INVEST, et avec les actions régionales menées au titre du programme @LIS (soutien au PME et dialogue régulier sur la société de l'information).

## **7. CALENDRIER D'EXÉCUTION INDICATIF 2007-2013**

	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Cohésion sociale				75%			
Intégration régionale		25%					

## ANNEX 1: SELECTED INDICATORS OF COSTA RICA



<b>Official name:</b>	Republic of Costa Rica
<b>Capital:</b>	San Jose
<b>Surface area:</b>	51,100 square km
<b>Population :</b>	4.169,730 million
<b>Official language:</b>	Spanish
<b>Currency:</b>	Colon
<b>Nature of the State:</b>	Presidential Democracy with 57-Member single chamber Legislative Assembly elected directly by adult suffrage for a four-year term.
<b>Head of Government (President):</b>	Mr. Oscar Arias
<b>presidential and legislative elections:</b>	February 2006
<b>Principal political parties:</b>	Representatives in Legislative Assembly
<b><u>Government</u></b>	
<b>Partido de Liberación Nacional (PLN)</b>	25
<b><u>Opposition</u></b>	
<b>Partido Acción Ciudadana (PAC)</b>	17
<b>Movimiento Libertario (ML)</b>	6
<b>Partido Unidad Social Cristiana (PUSC)</b>	5
<b>Accesibilidad sin exclusión (PASE)</b>	1
<b>Restauración nacional (RN)</b>	1
<b>Frente Amplio (FA)</b>	1
<b>Unión Nacional (UN)</b>	1

## Costa Rica data profile

	2000	2003	2004
<b>People</b>			
Population, total	3.8 million	4.0 million	4.1 million
Population growth (annual %)	2.1	1.6	1.4
National poverty rate (% of population)	..	..	..
Life expectancy (years)	77.7	78.6	..
Fertility rate (births per woman)	..	2.3	..
Infant mortality rate (per 1,000 live births)	10.0	8.0	..
Under 5 mortality rate (per 1,000 children)	12.0	10.0	..
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	..	..
Child malnutrition, weight for age (% of under 5)	..	..	..
Child immunization, measles (% of under 12 mos)	82.0	89.0	..
Prevalence of HIV, total (% of population aged 15-49)	..	0.6	..
Literacy rate, adult male (% of males ages 15 and above)	..	..	..
Literacy rate, adult female (% of females ages 15 and above)	..	..	..
Primary completion rate, total (% age group)	87.1	94.4	..
Primary completion rate, female (% age group)	88.4	..	..
Net primary enrolment (% relevant age group)	92.0	..	..
Net secondary enrolment (% relevant age group)	49.5	..	..
<b>Environment</b>			
Surface area (sq. km)	51,100.0	51,100.0	..
Forests (1,000 sq. km)	19,680.0	..	..
Deforestation (average annual % 1990-2000)	0.8	..	..
Internal freshwater resources per capita (cubic meters)	..	27,967.3	..
CO2 emissions (metric tons per capita)	1.4	..	..
Access to improved water source (% of total pop.)	..	..	..
Access to improved sanitation (% of urban pop.)	..	..	..
Energy use per capita (kg of oil equivalent)	868.2	..	..
Electricity use per capita (kWh)	1,629.7	..	..
<b>Economy</b>			
GNI, Atlas method (current US\$)	14.6 billion	17.2 billion	19.0 billion
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	3,820.0	4,310.0	4,670.0
GDP (current \$)	15.9 billion	17.5 billion	18.4 billion
GDP growth (annual %)	1.8	6.5	4.2
GDP implicit price deflator (annual % growth)	7.0	8.0	10.9
Value added in agriculture (% of GDP)	9.5	8.8	8.7
Value added in industry (% of GDP)	32.1	28.7	28.5
Value added in services (% of GDP)	58.5	62.5	62.8
Exports of goods and services (% of GDP)	48.5	46.7	45.6
Imports of goods and services (% of GDP)	45.8	48.7	47.6
Gross capital formation (% of GDP)	17.0	20.1	20.8
Revenue, excluding grants (% of GDP)	20.9	22.7	..
Cash surplus/deficit (% of GDP)	-1.3	-1.6	..
<b>Technology and infrastructure</b>			
Fixed lines and mobile telephones (per 1,000 people)	274.4	..	..
Telephone average cost of local call (US\$ per three minutes)	0.0	0.0	..
Personal computers (per 1,000 people)	149.1	..	..
Internet users (per 1,000 people)	56.7	..	..
Paved roads (% of total)	22.0	..	..
Aircraft departures	24,300.0	34,500.0	..
<b>Trade and finance</b>			
Trade in goods as a share of GDP (%)	76.7	78.9	..
High-technology exports (% of manufactured exports)	51.6	44.8	..
Net barter terms of trade (1995=100)	100.0	..	..
Foreign direct investment, net inflows in reporting country (current US\$)	408.6 million	576.7 million	..
Present value of debt (current US\$)	4.5 billion	5.8 billion	..
Total debt service (% of exports of goods and services)	8.0	9.7	..
Short-term debt outstanding (current US\$)	955.6 million	1.6 billion	..
Aid per capita (current US\$)	3.1	7.1	..

**Source: World Development Indicators database, August 2005**

## Finanzas Públicas (Estado de la Nación 2005)

	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Deficit Gobierno Central/PIB</b>	<b>2,98</b>	<b>2,91</b>	<b>4,28</b>	<b>2,87</b>	<b>2,76</b>
<b>Deuda interna del Gobierno/PIB</b>	<b>26,74</b>	<b>28,00</b>	<b>28,64</b>	<b>26,98</b>	<b>27,81</b>
<b>Servicio de la deuda Gobierno Central/gastos del Gobierno Central</b>	<b>23,76</b>	<b>25,21</b>	<b>25,39</b>	<b>26,05</b>	<b>25,86</b>
<b>Deuda pública externa/PIB</b>	<b>19,76</b>	<b>19,35</b>	<b>19,48</b>	<b>21,35</b>	<b>21,11</b>
<b>Perdidas Banco Central/PIB</b>	<b>-1,78</b>	<b>-1,18</b>	<b>-1,43</b>	<b>-1,57</b>	<b>-1,32</b>
<b>Ingresos tributarios</b>	<b>584.978,2</b>	<b>691.802,9</b>	<b>778.084,0</b>	<b>906.625,9</b>	<b>1.057.935,0</b>
Impuestos a los ingresos y utilidades	128.805,1	163.059,5	185.600,3	231.849,6	266.864,0
Impuestos a la propiedad	22.680,2	21.600,5	27.110,2	30.984,0	36.606,6
Impuestos sobre bienes y servicios	382.893,2	450.445,8	505.357,5	574.560,9	663.490,7
Selectivo de consumo	117.219,0	95.787,5	65.440,0	66.110,4	192.503,9
Sobre las ventas	222.774,8	266.281,8	297.621,4	331.459,6	470.966,4
Otros	42.899,4	88.376,5	142.296,1	176.991,0	20,3
Impuestos comercio exterior y transacciones internacionales	46.704,1	51.110,9	56.937,8	67.765,8	87.428,8
A las importaciones	42.065,8	46.940,1	52.638,4	56.242,1	70.217,1
A las exportaciones	1.929,7	1.380,5	1.516,4	1.690,2	1.445,7
Otros	2.708,6	2.790,3	2.783,0	9.833,5	15.766,0
Otros impuestos	3.895,6	5.586,2	3.078,3	1.465,6	3.544,9
Ingresos por distribuir aduaneros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ingresos totales del Gobierno Central</b>	<b>599.101</b>	<b>704.130</b>	<b>781.798</b>	<b>925.482</b>	<b>1.079.611</b>
Aduanas	267.266	293.898	361.168	335.675	389.108
Renta	122.032	152.654	169.880	217.494	254.438
Ventas	91.066	130.382	144.688	154.601	199.399
Consumo	27.899	31.780	12.129	13.276	12.794
Otros	90.839	95.416	93.933	204.436	223.873
<b>Gasto público total</b>			<b>1.796.884,5</b>	<b>2.028.362,7</b>	<b>2.273.211,2</b>
Gobierno Central			849.311,6	946.699,1	1.090.524,9
Gobiernos locales			46.738,3	52.349,2	64.180,7
Instituciones descentralizadas no empresariales			521.850,9	603.165,6	652.470,6
Instituciones públicas financieras			107.142,8	151.733,2	159.979,2
Organos descentralizados			102.888,0	96.439,3	105.336,6
Empresas públicas no financieras			168.952,8	177.976,3	200.719,2
<b>Gastos totales del Gobierno Central</b>	<b>739.274</b>	<b>848.376</b>	<b>1.021.564</b>	<b>1.140.933</b>	<b>1.280.593</b>
Giros	406.087	384.547	468.290	551.596	649.158
Intereses	175.653	213.866	259.417	297.267	331.155
Transferencias	152.169	243.313	282.271	286.589	295.402
Comisiones bancarias	3.625	3.436	3.084	3.951	4.583
Otros	1.740	3.214	8.502	1.530	295
<b>Financiamiento del deficit del Gobierno Central</b>					
Externo neto	70.872	54.567	61.244	67.245	77.765
Interno neto	69.301	89.679	178.522	148.207	123.218
<b>Deficit del sector público no financiero</b>	<b>-97.224</b>	<b>-93.766</b>	<b>-239.801</b>	<b>-203.179</b>	<b>-187.668</b>
<b>Deuda pública interna</b>	<b>1.861.907</b>	<b>2.012.707</b>	<b>2.413.451</b>	<b>2.736.936</b>	<b>3.121.622</b>
	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
<b>Deuda interna bonificada sector público general</b>	<b>1.484.320</b>	<b>1.475.927</b>	<b>1.828.359</b>	<b>1.978.727</b>	<b>2.245.576</b>
<b>Deuda pública externa</b>	<b>3.150,6</b>	<b>3.174,6</b>	<b>3.280,6</b>	<b>3.733,0</b>	<b>3.883,7</b>
<b>Deuda pública externa per cápita</b>	<b>802,6</b>	<b>792,0</b>	<b>802,2</b>	<b>895,3</b>	<b>914,1</b>
<b>Servicio total pagado de la deuda pública externa</b>	<b>591,0</b>	<b>708,5</b>	<b>691,6</b>	<b>1.125,9</b>	<b>1.095,5</b>
<b>Servicio de la deuda del Gobierno Central</b>					
Intereses internos	149.549	174.019	211.223	237.216	257.745
Intereses externos	26.104	39.847	48.193	60.051	73.410
<b>Pérdidas del Banco Central</b>	<b>-87.679</b>	<b>-63.579</b>	<b>-86.645</b>	<b>-109.468</b>	<b>-106.425</b>

## ANEXO 2: COMERCIO EXTERIOR

### Comercio exterior entre Costa Rica y el Mundo (Año 2004, en millones de dólares y en %)

País	Exportaciones		Importaciones	
Estados Unidos	2,775.7	44.1%	3,796.0	45.9%
México	175.5	2.8%	418.6	5.1%
Canadá	33.4	0.5%	82.7	1.0%
América Central	1,076.8	17.1%	460.9	5.6%
América del Sur	131.9	2.1%	1,160.6	14.0%
Caribe	191.1	3.0%	148.4	1.8%
Puerto Rico	178.8	2.8%	16.5	0.2%
Unión Europea	1,070.9	17.0%	878.4	10.6%
Otros países europeos	10.3	0.2%	107.5	1.3%
Asia	619.4	9.8%	1,150.8	13.9%
Resto del mundo	29.4	0.5%	47.6	0.6%
<b>Total</b>	<b>6,293.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>8,268.0</b>	<b>100%</b>

### Comercio exterior, Estado de la Nación 2005

	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Crecimiento de las exportaciones</b>	<b>-12,20</b>	<b>-14,16</b>	<b>4,82</b>	<b>15,93</b>	<b>3,19</b>
Grado de apertura					
<b>Total</b>	<b>94,36</b>	<b>83,73</b>	<b>88,24</b>	<b>95,34</b>	<b>96,18</b>
<b>Sin zona franca</b>	<b>66,01</b>	<b>58,51</b>	<b>60,94</b>	<b>65,07</b>	<b>66,81</b>
<b>Deficit comercial/PIB</b>	<b>1,32</b>	<b>4,99</b>	<b>7,53</b>	<b>6,47</b>	<b>7,95</b>
<b>Deficit de cuenta corriente/PIB</b>	<b>4,55</b>	<b>4,33</b>	<b>5,44</b>	<b>5,31</b>	<b>4,52</b>
<b>Reservas internacionales netas/importaciones por mes</b>	<b>3,51</b>	<b>3,52</b>	<b>3,61</b>	<b>4,05</b>	<b>3,92</b>
<b>Tasa de devaluación</b>	<b>6,75</b>	<b>7,33</b>	<b>10,77</b>	<b>10,59</b>	<b>9,50</b>
<b>Exportaciones</b>	<b>5.849,7</b>	<b>5.021,4</b>	<b>5.263,5</b>	<b>6.102,2</b>	<b>6.297,0</b>
Tradicional	877,7	738,8	691,1	793,8	805,0
Na tradicional	4.972,0	4.282,6	4.572,4	5.308,3	5.492,0
Por sector					
Industriales	1.090,2	1.029,3	1.022,7	1.057,3	1.230,2
Agrícolas	1.404,4	1.278,3	1.256,1	1.409,8	1.469,5
Perfeccionamiento activo	398,9	366,4	354,1	331,7	367,3
Zonas francas	2.956,3	2.347,4	2.630,6	3.303,3	3.230,0
Por destino					
MCCA	557,5	558,9	524,0	575,4	665,9
Resto del Mundo	1.937,0	1.748,7	1.754,8	1.891,8	2.033,8
<b>Importaciones</b>	<b>6.388,5</b>	<b>6.568,6</b>	<b>7.187,9</b>	<b>7.662,6</b>	<b>8.268,0</b>
Materias primas	3.475,2	3.645,2	3.982,4	4.209,1	4.711,3
Bienes de capital	1.098,2	1.048,1	1.241,8	1.420,9	1.255,2
Bienes finales (de consumo)	1.343,0	1.465,0	1.591,8	1.586,6	1.719,2
Combustibles y lubricantes	472,1	410,5	371,7	446,0	582,2
<b>Saldo cuenta de capitales</b>	<b>18,1</b>	<b>13,6</b>	<b>6,3</b>	<b>27,7</b>	<b>9,4</b>
<b>Saldo cuenta corriente</b>	<b>-725,3</b>	<b>-710,8</b>	<b>-916,1</b>	<b>-928,7</b>	<b>-831,5</b>
<b>Saldo cuenta comercial</b>	<b>-210,5</b>	<b>-818,1</b>	<b>-1.267,2</b>	<b>-1.131,4</b>	<b>-1.463,0</b>
<b>Ingreso de divisas por concepto de turismo</b>	<b>1.229,2</b>	<b>1.095,5</b>	<b>1.078,0</b>	<b>1.199,4</b>	<b>1.357,4</b>

## COMERCIO EXTERIOR ENTRE COSTA RICA Y LA UNIÓN EUROPEA

### Costa Rica: principales productos de exportación 2002-2003 (millones de dólares y %)

Producto	2002		2003		Variación
	Valor	%	Valor	%	
Otras partes para circuitos modulares	241.2	27.7%	317.7	29.7%	31.7%
Banano	234.1	26.9%	254.2	23.8%	8.6%
Piña	61.3	7.0%	89.1	8.3%	45.4%
Café oro	63.4	7.3%	78.1	7.3%	23.3%
Follajes, hojas y demás	52.1	6.0%	45.5	4.3%	-12.8%
Plantas ornamentales	26.5	3.0%	29.9	2.8%	12.9%
Circuitos integrados	0.2	0.0%	25.8	2.4%	12853.7%
Otros amplificadores de media o alta frecuencia	1.2	0.1%	23.4	2.2%	1915.9%
Melón	17.2	2.0%	21.9	2.1%	27.3%
Preparaciones y conservas de pescado	13.4	1.5%	18.3	1.7%	36.6%
Purés y pastas de frutas	17.6	2.0%	16.8	1.6%	-4.5%
Jugos y concentrados de frutas	18.0	2.1%	16.2	1.5%	-10.4%
Palmito	15.2	1.7%	14.7	1.4%	-3.3%
Equipos eléctricos para ampliación de sonido	8.0	0.9%	13.9	1.3%	74.6%
Equipos de infusión y transfusión de sueros	4.2	0.5%	9.6	0.9%	129.5%
Otros	98.0	11.2%	93.2	8.7%	-4.9%
<b>Total</b>	<b>871.6</b>	<b>100.0%</b>	<b>1068.3</b>	<b>100.0%</b>	<b>22.6%</b>

### Principales productos importados (2003)

Descripción	Valor CIF	%
Gasolina super	110.8	11.1%
Aparatos de conmutación para telefonía o telegrafía	92.4	9.3%
Medicamentos para uso humano (venta al por menor)	53.1	5.3%
Medicamentos para uso humano (venta al por mayor)	26.0	2.6%
Los demás aparatos de telecomunicación por corriente	22.4	2.2%
Otros	716.2	71.7%
<b>Total general</b>	<b>998.5</b>	<b>100.0%</b>

### Número de productos y empresas (1999-2003)

Año	Productos	Empresas*
1999*	390	416
2000*	411	419
2001	469	444
2002	460	440
2003	494	427

\* No incluye exportaciones de café

### Principales empresas exportadoras (2003)

Exportador	Posición
Componentes Intel Costa Rica	1
Corp. de Desarrollo Agrícola Del Monte	2
Remecinc S.A.	3
Compañía Bananera Atlántica, Ltda.	4
Tropicalrica International S.A.	5
Agro Industrial Uro, S.A.	6
Standart Fruit Company de Costa Rica	7
Tunatún Internacional Costa Rica S.A.	8
Del Huerto S.A.	9
Diversificados de Costa Rica, Dicor	10
Sardimar, S.A.	11
Derivados de Maíz Alimenticio, S.A.	12
Abbott Laboratories	13
Del Oro, S.A.	14
Los Cusingos S.A.	15

\*No incluye exportaciones de café



<p><b>2. Alcanzar la Educación Básica Universal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que para el año 2015, todos los niños y niñas del país terminen el ciclo completo de enseñanza primaria</li> <li>▪ Lograr una tasa de alfabetización de 99% en las personas de 15 a 24 años al 2015</li> <li>▪ Al año 2006 lograr una cobertura del 99% en el nivel de transición y al año 2015 de 72,3% en el nivel interactivo II</li> <li>▪ Aumentar la cobertura de III ciclo y educación diversificada a 89% en el año 2015</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Costa Rica tiene una tasa neta de escolaridad en educación primaria prácticamente del 100%, lo que confirma la universalidad de la cobertura. En el año 2004 se atienden en la primaria casi 525.000 estudiantes, de los cuales un 92,7% asisten a establecimientos públicos.</li> <li>▪ Sin embargo, no todos los niños y niñas que ingresan a la escuela logran culminar el ciclo completo de educación primaria, como lo propone la meta. En el año 2002 solamente un 84,1% de los escolares lo lograron. Este porcentaje ha venido aumentando gradualmente desde 1990, año en que apenas alcanzó 76,8%</li> </ul> <p>El país muestra tasas de alfabetización muy elevadas, tanto entre los jóvenes (15-24 años), como entre la población de 15 años y más. Según el censo de población de 1984, la tasa de alfabetización de la población de 15-24 años era de 97,1%, y de la población de 15 años y más de 92,6%. Para el año 2000, según el nuevo censo de población las tasas habían subido con relación a las de 1984, con un valor de 97,6% para los jóvenes de 15-24 años, y de 94,9% para la población de 15 años y más.</p> <p>Formalmente, la educación preescolar en Costa Rica comprende dos grandes ciclos: el ciclo materno-infantil, para los niños menores de 5 años y el ciclo de transición, para los niños entre 5 y seis y medio años. En el caso del ciclo de transición, la tasa neta de escolaridad ha tenido un fuerte y sostenido incremento entre 1990 y 2003, pero especialmente desde mediados de la década anterior. En el caso del ciclo interactivo II, la tasa neta de escolaridad había sido muy baja hasta el año 2000 pues el servicio lo prestaban únicamente establecimientos privados, pero a partir del 2001 se comenzó a brindar en establecimientos públicos, con el consecuente aumento en la cobertura.</p>	<p><b>Ligero rezago</b></p> <p><b>Progreso adecuado</b></p> <p><b>Progreso adecuado</b></p> <p><b>Progreso adecuado</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ El gran desafío en educación primaria consiste en lograr la meta propuesta en la Cumbre del Milenio, de que al año 2015 el 100% de los niños y niñas del país culminen la educación primaria, lo cual implica atacar a profundidad el problema del abandono escolar (deserciones intra e interanuales), pero también reducir el fracaso (reprobación) y la repitencia, mejorando los resultados en el aula, lo cual redundará en una reducción en el tiempo promedio en logran graduarse. Además, atender las brechas regionales, dando prioridad en todos los aspectos a las áreas que presentan los mayores rezagos.</li> </ul> <p>Lograr la ampliación de la cobertura educativa a la primera infancia requiere toda una modificación de los recursos, por lo que el 'Plan de acción de la educación para todos' (MEP, 2004) se propone, entre otras, mejorar la infraestructura en preescolar (construcción y mantenimiento de 350 obras de infraestructura a un promedio anual de 30 obras), un replanteamiento de la educación preescolar en poblaciones indígenas y otras etnias fortaleciendo el bilingüismo (lengua materna y español), y mejorar la capacitación docente por medio de convenios con universidades públicas y privadas.</p>	<p>Na</p>
--	--	---	---	-----------



<ul style="list-style-type: none"> <li>Al 2015, lograr y mantener una participación mínima del 40% de mujeres en puestos de elección popular y en puestos de dirección del sector público</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La tasa bruta de participación en la fuerza de trabajo a nivel nacional aumentó de 38% a 43% entre 1990 y 2003. Por sexo, el incremento fue mucho más significativo para las mujeres, al pasar de un 21,6% en 1990 a 30,1% en el 2003, lo que implica la incorporación de más de 285.000 mujeres al mercado laboral entre esos años.</li> <li>En el año 2003 la tasa de subutilización femenina alcanzó 17,4%, mientras que para los hombres esta tasa fue de 13,5%.</li> <li>Costa Rica ha mostrado avances en el aumento en la equidad en el acceso de las mujeres a puestos elegibles por voto popular y otros puestos de relevancia en el ámbito gubernamental. En el período 1990-1994 por cada mujer en puestos de elección popular, ministerios y viceministerios había cerca de seis hombres, en el período 2002-2006 la relación se reduce prácticamente a uno.</li> </ul>		<p>microempresa.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Visibilizar en todos los ámbitos del desarrollo humano las diferencias o brechas existentes entre los sexos, mediante la incorporación del enfoque de género en los sistemas de información de las instituciones generadoras de estadísticas relevantes.</li> </ul>	
<p><b>4. Reducir la tasa mortalidad de menores de 5 años:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Que para el año 2015 el valor máximo de la tasa de mortalidad de niños menores de 5 años, tanto a nivel nacional como en los diferentes niveles subnacionales, sea de 2 por mil.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 1990 la tasa de mortalidad de menores de 5 años era de 3,7 por lo que para alcanzar la meta propuesta sería necesario reducirla a 1,2. Sin embargo, la subcomisión de salud constituida para elaborar el Informe del Milenio, planteó que disminuir la tasa hasta ese nivel no es factible para el país, porque la mayor proporción de las muertes de niños menores de 5 años (específicamente el 84%) está dada por las muertes infantiles (menores de 1 año), las que ya se encuentran en un nivel muy bajo, y es difícil lograr reducciones mayores. Por ello, la meta nacional propuesta en este caso consiste en disminuir la tasa de mortalidad de menores de 5 años a 2 por mil en el año 2015.</li> </ul>	<p><b>Progreso adecuado</b></p> <p><b>Progreso adecuado</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De acuerdo con la evolución del indicador en los últimos 14 años, se puede notar que a nivel nacional es factible lograr la meta de 2 muertes por cada mil niños y niñas menores de 5 años propuesta para el 2015. En ese sentido el avance del país ha sido adecuado hasta ahora, pero es primordial dar continuidad y avanzar en acciones tales como el fortalecimiento del Sistema Nacional de Análisis de la Mortalidad Infantil, el Plan Nacional de Prevención de la Mortalidad Infantil y la cobertura de los programas de vacunación.</li> <li>El mayor reto consiste en reducir las disparidades que discriminan en contra de las poblaciones más vulnerables, especialmente aquellas asociadas con mayores tasas de mortalidad infantil. La cobertura de los servicios debe ampliarse con base en el criterio de igualdad de oportunidades y la asignación de recursos a los servicios de salud debe fundamentarse en las necesidades de la población, asignando los recursos necesarios al primer nivel de atención especialmente a aquellas áreas donde se presenten las peores condiciones de acceso.</li> <li>La otra parte del desafío está en el mejoramiento de los determinantes de la salud asociados con condiciones sociales y económicas en aquellos grupos con</li> </ul>	<p>Na</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que para el año 2015 el valor máximo de la tasa de mortalidad infantil, tanto a nivel nacional como en los diferentes niveles subnacionales, sea de 9 por mil nacidos vivos</li> <li>▪ Que para el año 2005 la cobertura de la vacunación contra el sarampión y la haemophilus influenzae alcance, de manera sostenida, al menos al 95% de los niños menores de un año, tanto a nivel nacional como en los diferentes niveles subnacionales</li> </ul>	<p>Esta tasa era de 3,7 por mil, y muestra reducciones a lo largo del período, hasta ubicarse en 2,2 por mil en el año 2003. Esto representa respecto a 1990 una disminución absoluta de 1,5 puntos y de 40% en términos relativos.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La mortalidad infantil ha disminuido de manera sostenida desde inicios de los años noventa, cuando la tasa era de 15,3 muertos por cada mil nacidos vivos, llegando a un mínimo histórico de 10,1 en el 2003. Esto representa para el período 1990-2003 una reducción del 34% en términos relativos y de 5,2 en términos absolutos.</li> <li>▪ La cobertura nacional de vacunación de niños menores de 1 año contra el sarampión para el período 1990-2003 muestra un comportamiento muy variable con una tendencia hacia el aumento. La dispersión es tal que en los últimos cuatro años se han dado coberturas tan bajas como un 80% (2000), en tanto que tres años antes se logró casi el 100% de cobertura. En cuanto a la vacuna contra la <i>haemophilus influenzae</i>, la información disponible de cobertura se limita a los años 2000-2002, en que se mantuvo alrededor de 93%.</li> </ul>	<p><b>Progreso dudoso/ adecuado</b></p>	<p>desventajas. En este sentido, la disminución de las tasas de mortalidad de los niños y niñas requiere una estrategia que vaya más allá de los alcances del sector salud, para así incorporar en forma sinérgica los aportes de otros programas sociales como los de vivienda, educación, reducción de la pobreza y empleo entre otros.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Es particularmente necesario fortalecer los servicios de neonatología, especialmente en los hospitales regionales y periféricos, de forma que tengan una mejor capacidad resolutoria; también se requiere un mejoramiento del sistema de referencia neonatal y de los sistemas de información.</li> <li>▪ Dado que se ha detectado un faltante de personal de salud especializado en los próximos años, es prioritaria la elaboración e implementación de una política nacional de desarrollo del recurso humano, particularmente en relación con la formación de médicos especialistas en ginecología y obstetricia y en anestesiología; así como con la distribución adecuada en el primer nivel de atención y en los servicios de emergencia del personal de enfermería obstétricas.</li> </ul>	
<p><b>5. Mejorar la salud materna</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que para el 2015, el valor máximo de la tasa la tasa de mortalidad materna, tanto a nivel nacional como subnacional, sea de 2 por diez mil nacidos vivos</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Al igual que en el caso de la mortalidad infantil, la mortalidad materna en Costa Rica es baja, lo que obliga a replantear la expresión cuantitativa de la meta.</li> <li>▪ En 1990 la tasa de mortalidad materna fue de 1,5 muertes maternas por cada 10.000 nacidos vivos, pero en el año siguiente aumentó a 3,3. Variaciones de este tipo han sido una característica importante del período de estudio, pero con una tendencia al aumento, como lo</li> </ul>	<p><b>Rezago</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ El desafío mayor consiste en prevenir todas las muertes que sean evitables según los criterios de expertos y de acuerdo con los recursos existentes para la atención, tomando en cuenta también las regiones geográficas con tasas más alta de mortalidad materna.</li> <li>▪ Otro desafío consiste en revertir la tendencia que indica la próxima escasez de médicos especialistas en ginecología y obstetricia, reabriendo las oportunidades suficientes para que el país cuente con personal debidamente capacitado.</li> <li>▪ Las acciones prioritarias deben estar dirigidas a asegurar en forma efectiva, que todas las mujeres embarazadas o en la etapa de puerperio reciban atención adecuada, eliminando cualquier barrera administrativa que impida el acceso a los servicios de salud. Esto mejoraría la captación temprana de embarazadas y también de aquellas mujeres</li> </ul>	<p>Na</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que para el año 2015 un 97% de los partos sean hospitalarios; se logre captar a un 75% de las mujeres durante el primer trimestre de gestación; y que el porcentaje de embarazadas con atención prenatal completada sea del 75%</li> </ul>	<p>refleja el hecho de que la tasa del 2003 fue 3,3, lo que representa un aumento de 1,8 respecto a 1990, equivalente a un 125%. No obstante, esta tendencia al aumento está relacionada con una mejoría en el registro de las muertes maternas. De hecho, en 1997 se realizó un estudio del subregistro de muertes maternas, el cual determinó que de ese año hacia atrás el subregistro osciló entre un 37% y un 40%.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ El porcentaje de partos hospitalarios ha sido consistentemente alto. En 1991, primer dato disponible, un 92,5% de los partos fueron atendidos en hospitales, y para el 2003 lo fueron un 99,4%, cifra incluso mayor que la meta planteada para el 2015 (gráfico 5.3). Además, la tendencia al aumento ha sido sostenida a lo largo del tiempo, pero con un fuerte aumento en los dos últimos años. Claramente se puede observar que la meta propuesta de 97% a nivel nacional ya ha sido alcanzada, por lo que se estima que este parámetro no disminuya en los siguientes años.</li> </ul>	<p><b>Progreso adecuado</b></p>	<p>en puerperio.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En relación a los partos institucionales, el desafío más importante consiste en incorporar la dimensión de calidad de la atención en los indicadores de cobertura. Esto significa ampliar el concepto de cobertura, de forma que no solo incluya la ejecución de actividades (e.g. consultas, atención de partos, etc.) sino que considere si esas actividades son ejecutadas de acuerdo con las normas y protocolos vigentes, de forma que aseguren la calidad de las intervenciones.</li> <li>▪ Por tanto, una acción prioritaria es ampliar el análisis de las acciones actuales bajo un marco de calidad. Se requieren indicadores que sean susceptibles a esta dimensión y que coadyuven al mejoramiento de las condiciones de vida de la población. El personal de salud debe ser más permeable a la evaluación de sus acciones y a la incorporación de medidas correctivas en un proceso de mejora continua.</li> </ul>	
<p><b>6. Combatir el VIH/SIDA, y otras enfermedades</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Haber detenido e iniciado la reversión de la propagación del VIH/SIDA en el 2015.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Costa Rica no dispone información confiable sobre la incidencia de la infección de VIH, pues solamente a partir del año 2003 es de notificación obligatoria, y la prueba para su detección no es obligatoria. La información disponible hasta ahora solo se refiere a aquellas personas que viven con el Síndrome de la Inmunodeficiencia Humana (SIDA) o se han sometido a la prueba de forma voluntaria. Según los registros de salud, en el año 2000 el 88% de los casos detectados de VIH/SIDA eran hombres y 60% fueron</li> </ul>	<p><b>Aparentemente adecuado</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Los esfuerzos para frenar el avance del VIH/SIDA deben de estar sobre todo dirigidos a la prevención más que a la curación, particularmente cuando se sabe que el costo de los tratamientos y cuidados de los enfermos de esta enfermedad tiene un precio muy alto.</li> <li>▪ El principal desafío está en implementar acciones que tiendan a informar, educar y comunicar a la población, especialmente en temas relacionados con género, sexualidad y salud reproductiva, alcoholismo y drogadicción, así como ampliar la variedad de acciones que sirvan de soporte a los programas propiamente dicho de los servicios de salud. Es indispensable la movilización de recursos financieros y la sinergia multi-institucional para lograr el impacto esperado.</li> <li>▪ Se deben llevar a cabo las acciones necesarias para garantizar la detección temprana de personas infectadas, especialmente para las mujeres embarazadas por la posibilidad de transmisión vertical a los fetos.</li> <li>▪ En este sentido, es prioritario continuar</li> </ul>	<p>Na</p>

	<p>infectados durante relaciones sexuales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La tasa de mortalidad por VIH/SIDA ha mostrado un aumento sostenido desde el inicio del período de estudio hasta 1997, año en que alcanza el valor máximo de esta serie (gráfico 6.1), con 4,8 defunciones por cada cien mil habitantes; sin embargo, a partir de este mismo año se observa un decremento, aunque no de forma sostenida. En los últimos años parece mantenerse estable en alrededor de 3,2. Esto significa que de 1990 al 2003 la tasa de mortalidad general aumentó 5 veces, esto sin considerar el máximo histórico de 1996-97.</li> </ul>		<p>garantizando la prueba del VIH/SIDA a la totalidad de las mujeres embarazadas, bajo consentimiento informado y extender el tamizaje en forma progresiva a toda la población con alto riesgo. Con esto se mejoraría además de la oportunidad de las intervenciones, la calidad de los registros y por tanto de la información que sirve de base para la toma de decisiones</p>	
<p><b>7. Asegurar un medio ambiente sostenible</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Haber logrado en el 2015 que todas las políticas y programas del país hayan integrado los principios del desarrollo sostenible y se haya revertido la pérdida de recursos naturales (ambientales)</li> <li>Reducir en 2/3 la proporción de la población sin acceso al agua potable entre 1990 y 2015</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Desde 1987 se ha estado consolidando la gestión ambiental del país, por lo cual se han desarrollado normas, leyes, y lineamientos generales de política. En este contexto, el país ha delineado áreas de trabajo o agendas de gestión ambiental: la <b>agenda verde</b>, que se enfoca en la atención del manejo de los recursos naturales y la biodiversidad; la <b>agenda café</b>, que ha buscado atender los problemas de suelos y de ordenamiento territorial, principalmente urbanos, aunque en el presente planteamiento este componente de ordenamiento territorial se ubica como el eje mayor de la política ambiental del país como se verá posteriormente; la <b>agenda gris</b>, que se dirige a los problemas de contaminación industrial, en especial el aire; y la <b>agenda azul</b> que prioriza la gestión integrada de los recursos hídricos, dentro de los cuales es preciso integrar explícitamente aquellos ubicados en el mar patrimonial del país.</li> <li>El país ha tenido avances significativos y cuenta con una visión</li> </ul>	<p><b>Adecuado</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Estrategia Nacional Ambiental 2005-2020 se constituye en un elemento fundamental de orientación de lo que debe ser el Plan de Desarrollo del Sector Ambiente, que complementada con el respectivo plan de acción, servirá para crear las condiciones de institucionalidad apropiadas para garantizar la inserción de las políticas ambientales dentro del marco general de desarrollo del país, identificando las metas y tipos de medio requeridos para su transformación en los servicios concretos que la ciudadanía tiene derecho a recibir en aras del pleno cumplimiento del precepto constitucional establecido en el artículo 50.</li> <li>Cabe mencionar que uno de los productos esperados del proceso es el diseño e implementación de un Sistema Nacional de Información Ambiental, que permita la identificación de las variables e indicadores necesarios para garantizar el adecuado seguimiento de los objetivos de política nacional y su impacto en los recursos. De este proceso, sin duda saldrán herramientas adicionales para mejorar el proceso de seguimiento de los objetivos del milenio en lo que a los aspectos ambientales corresponde, y subsanar las dificultades encontradas en la obtención y generación de la información necesaria. Otros desafíos importantes son: <ul style="list-style-type: none"> <li>Asegurar la sostenibilidad (financiera, social y ambiental) del Sistema Nacional de Áreas de Conservación.</li> <li>Aumentar la producción industrial de madera para satisfacer la demanda nacional.</li> <li>Valorar e incluir costos de los servicios ambientales derivados de los bosques en las cuentas nacionales (vg: producción de agua).</li> <li>Eliminar la tala ilegal (13% se da en áreas de bosque -Proyecto Estado de la Nación, 2003-).</li> <li>Incrementar la calidad ecológica de la cobertura boscosa actual y futura.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Na</p>

	comprehensiva respecto al manejo de la agenda verde. No obstante, existe mucho por avanzar en las agendas café, gris y azul, en donde el Ministerio del Ambiente y Energía (MINAE) ha establecido una alta prioridad.		
--	---	--	--

---

<sup>[1]</sup> Data source: [www.millenniumindicators.un.org](http://www.millenniumindicators.un.org)

<sup>[2]</sup> [http://www.forestry.gov.jm/PDF\\_files/ForestPlan.pdf](http://www.forestry.gov.jm/PDF_files/ForestPlan.pdf)

#### **ANNEX 4: COMPARATIVE SOCIAL INDICATORS**

	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Honduras	Nicaragua	Average for Latin America and the Caribbean
Rank in UNDP Human Development Index (out of 177 Countries)	45	103	121	115	118	79
GDP per capita PPP, US\$ (2002)	8,840	4,890	4,080	2,600	2,470	7,223
People not expected to survive to age 40 (in percent of population) (2000-05)	3.7	9.9	14.1	13.8	10.3	9.7
Life expectancy at birth (years) (2002)	78.0	70.6	65.7	68.8	69.4	70.5
Infant mortality (per 1,000 births) (2002)	9	33	36	32	32	27
Percent of population without access to safe water (2000)	5	23	8	12	23	14
Per capita health exp. in PPP, US\$ (2001)	562	376	199	153	158	...
Physicians per 100,000 people (1990-2003)	160	126	109	87	62	...
Adult illiteracy (2002)	4.2	20.3	30.1	20	23.3	11.4
Primary school net enrolment (2001/02) (in percent of relevant age of the population)	91	89	85	87	82	94
Secondary school net enrolment (2001/02) (in percent of relevant age of the population)	51	46	28	36	37	61
Share of income or consumption (in percent)						
Poorest 10 Percent	1.4	0.9	0.9	0.9	1.2	...
Richest 10 Percent	34.8	40.6	48.3	42.2	45	...
Gini Index ( <i>Human Development Report</i> , 2004)	46.5	53.2	48.3	55.0	55.1	...
Percentage of population below the poverty line	18.5	37.2	56.0	63.9	47.9	44.7

Sources: UNDP, *Human Development Report* 2001, 2002, 2003 and 2004

## **ANEXO 5: PERFIL DE GÉNERO**

En Costa Rica se han hecho esfuerzos por instaurar políticas en pro de la igualdad y la equidad de género no sólo desde el gobierno central, sino también desde lo local. La suscripción de compromisos internacionales, el apoyo de la cooperación internacional y la lucha del movimiento de mujeres, ha sido clave, para el avance en materia legislativa y de política pública, en el tema de la equidad e igualdad de género, ganando posiciones en la agenda de los problemas nacionales.

El avance en jurisprudencia específica con enfoque de género, se ha establecido en leyes tales como: Ley de Promoción de la Igualdad Social de la Mujer (1990), Ley Contra el Hostigamiento Sexual en el Empleo y la docencia (1994), la Ley de Violencia y la Ley de Paternidad Responsable, permitiendo de esta manera, que la sociedad costarricense avance en su estructura jurídica en temas específicos de género.

La creación del Instituto de la Mujer (INAMU) en 1998, permite la legitimación de las políticas para la igualdad y la equidad de género. Entre las estrategias priorizadas para la legitimación de la política, son los procesos de sensibilización y capacitación, que se están implementando desde los ámbitos: nacional, local y regional.

### **AMBITO NACIONAL:**

Las Oficinas Ministeriales y Sectoriales de la Mujer (OMM/OMS), se crearon en 1994, por acuerdo del Consejo Social de Gobierno, como instancias responsables de velar por el cumplimiento de las políticas gubernamentales para la equidad de género en las instituciones de la Administración Pública. Se consolida en 1998 con la Ley #7801 que transforma el Centro Mujer y Familia (CMF), en el Instituto Nacional de las Mujeres (INAMU). A partir de este accionar es que se desarrolla la aplicación de políticas públicas de equidad en las instituciones de gobierno, la misión es de promover, orientar, fortalecer y monitorear los procesos de cambio de la cultura institucional. En este momento existen 18 instituciones estatales que tienen Unidades de Género.

### **AMBITO LOCAL:**

Las Oficinas Municipales de las Mujeres se crearon en 1996, en el marco del Plan Nacional de Prevención y Atención de la Violencia Intrafamiliar (PLANNOVI), en sus inicios el énfasis fue en violencia intrafamiliar, actualmente se concibe las OFIM como mecanismos en el ámbito local para la promoción de los derechos de las mujeres y para incorporar la perspectiva de género en el quehacer municipal y en el desarrollo local. Es importante señalar que la creación y apertura de las OFIM no está estipulada en el Código Municipal bajo un criterio de obligatoriedad, su incorporación depende de la voluntad política de las autoridades municipales y de un proceso de negociación con los actores municipales y comunales. La aportación del INAMU se centra en apoyo técnico y capacitación; mientras que la dotación de puestos de trabajo y presupuesto depende de las municipalidades. Actualmente existen en el país 51 OFIM, en los 81 municipios, representando un 62% de oficinas en el territorio nacional. Teniendo en cuenta que en la actualidad el conjunto de las municipalidades supone tan sólo el 1% del gasto público, la capacidad de incidencia real de las OFIM es limitada.

### **AMBITO REGIONAL:**

El Instituto de la Mujer, en los últimos años impulsa oficinas regionales, que responde a la necesidad de asegurar la presencia institucional en zonas alejadas de la capital. La regionalización busca facilitar las relaciones de coordinación y colaboración con otras instituciones públicas, tanto regional como localmente. Actualmente existen cuatro oficinas regionales que están ubicadas en las siguientes regiones: Chorotega (Liberia), Huetar Atlántica (Limón), Pacífico Central (Puntarenas) y Brunca (Golfito).

## GÉNERO Y COOPERACIÓN EUROPEA

En los dos proyectos de cooperación de la Comisión Europea: “Fortalecimiento municipal y descentralización” y “Planificación regional y urbana del Gran Área Metropolitana del Valle Central”, y en cumplimiento de los convenios de Financiación, se contempla la transversalización de género. Para lo cual en cada uno de los equipos técnicos hay una persona especialista en género, así como acuerdos de articulación con el INAMU.

Por otra parte, 7 municipios: Acosta, Aserri, Belen, Escazú, Goicochea, Naranjo y San Carlos, están integrados en el Proyecto multilateral URBAL, en concreto en la red URBAL 12 “Mujeres y Ciudad” que coordina la Diputación de Barcelona (España).

### SÍNTESIS:

Los principales retos de gestión en la estrategia de equidad de género en Costa Rica, es el de mitigar la condición de discriminación y desventajas en lo cultural, socioeconómico, legal e institucionales que impide acceder, en igualdad de condiciones y oportunidades en las diferentes esferas de toma de decisiones.

A nivel local, se detecta la no existencia de una estrategia municipal que incorpore la perspectiva de género en cada una de las funciones de la Municipalidad, funcionarias del INAMU, han manifestado en diferentes ocasiones que existe desarticulación entre la OFIM y CMCM y la Alcaldías, por otra parte en la mayoría de las oficinas funcionan el enfoque asistencial, sin ningún proceso de desarrollar una política local de equidad de género. En este sentido, es importante desarrollar iniciativas que promuevan metodologías para incorporar la perspectiva de género en el ámbito local, que favorezcan la inclusión de las necesidades e intereses de las mujeres, a partir de lineamientos y planes estratégicos.

En la dimensión de la descentralización es necesario desarrollar acciones en Política Nacional para la igualdad y la Equidad de Género, desde el nivel local, regional y nacional armonizando la relación entre la planificación nacional de desarrollo y el desarrollo local.

## **ANEXO 6: PERFIL MEDIOAMBIENTAL**

El Estado costarricense establece según el artículo 50 de la Constitución Política, el derecho al disfrute de un ambiente sano, pero también el deber de todos los conservarlo y del Estado de velar por la utilización racional de los elementos ambientales, con el fin de proteger y mejorar la calidad de vida de los habitantes del territorio nacional. Igualmente, en la Ley Orgánica del Ambiente, en Costa Rica, se dice “Que el ambiente es patrimonio común de todos los habitantes de la nación y es obligación del gobierno, propiciar un desarrollo económico y ambientalmente sostenible”.

Desde 1987 se ha estado consolidando la gestión ambiental, a partir de la jurisprudencia ambiental y lineamientos generales de política; se han diseñado áreas de trabajo tales como la **agenda verde**, que se encarga de la atención del manejo de recursos naturales y la biodiversidad; la **agenda café** atención de problemas de suelo y de ordenamiento territorial, la **agenda gris** que se dirige a los problemas de contaminación industrial y la **agenda azul**, se dirige la atención integrada de los recursos hídricos. (Proyecto BID/MINAE, septiembre, 2004). La Entidad Gestora de coordinación en materia de medio ambiente es el Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE), según la Ley Orgánica del Ambiente y la Ley específica de su creación en la cual se establece que se debe formular, planificar y ejecutar las políticas de recursos naturales, energéticos, mineras y de protección ambiental del Gobierno de la República, así como encargarse de la dirección, el control, la fiscalización, promoción y el desarrollo de los campos mencionados (AMBIO, 2001).

### **SÍNTESIS:**

En Costa Rica ha aumentado la conciencia por parte de los Poderes Públicos sobre los problemas ambientales, se presentan avances en el aspecto doctrinario y reformas constitucionales y legales en favor del medio ambiente y el desarrollo sostenible. En este sentido, se han iniciado programas para la descentralización de competencias ambientales en las municipalidades. Pero es importante señalar que a pesar que existe una estructura institucional privada y pública que fortalece día a día el proceso de gestión ambiental, en el país existen vacíos estructurales, como son:

- La existencia de duplicaciones legales y de competencias institucionales a nivel central, descentralizado y local, limitando la aplicación y control de la normativa ambiental, de manera que se haga más efectivo el valor de las leyes como instrumento fundamental de la gestión ambiental y se fortalezca la credibilidad en las instituciones estatales responsables del control.
- Carencia de mecanismos adecuados en la Asamblea Legislativa, para consultar de manera integral a los diferentes sectores de la sociedad involucrados, sobre la pertinencia y los efectos de la legislación que se promueve.
- No se ha avanzado suficiente en la investigación, diseño e implementación de incentivos económicos como instrumentos de las políticas de promoción del desarrollo sostenible.
- Si bien gran parte del territorio de Costa Rica esta protegido con las figuras de parques nacionales, reservas etc., se constata una ausencia de política en el medio ambiente urbano con efectos en el deterioro ambiental tanto en el espacio urbano como en el rural (mínimas iniciativas de reciclaje de desechos, rellenos a cielo abierto, contaminación de aguas y cuencas, etc.)
- El papel del consumidor como agente de cambio para el desarrollo sostenible no se ha potenciado. Se requiere fortalecer programas que promuevan patrones de consumo más sostenibles y fortalecer los programas de educación al consumidor, para que este asuma una actitud de mayor beligerancia en la demanda de su derecho a un ambiente sano y de mayor responsabilidad antes sus obligaciones.

Por lo tanto se debe hacer esfuerzos en la promoción y fortalecer en planificación estratégica y/o agendas ambientales a nivel nacional, local y regional, también apoyar espacios de sensibilización y mejorar el análisis “de competencias” en el, tema de desarrollo sostenible.



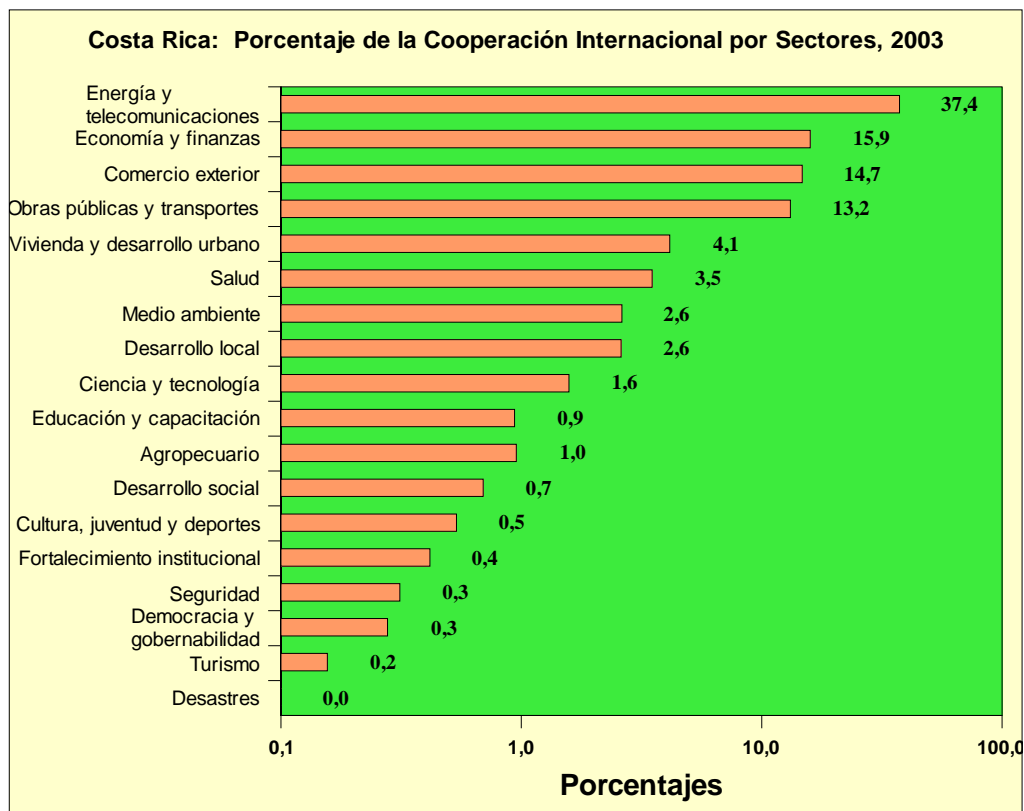
FUENTES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	TOTALES 1990-2003
<b>MULTILATERALES</b>	<b>170.1</b>	<b>164.8</b>	<b>68.4</b>	<b>471.6</b>	<b>336.7</b>	<b>17.7</b>	<b>116.7</b>	<b>94.9</b>	<b>150.1</b>	<b>147.6</b>	<b>200.5</b>	<b>200.5</b>	<b>164.0</b>	<b>461.1</b>	<b>2764.7</b>
BCIE	3.0	17.0	13.3	51.0	0.0	0.0	106.1	75.4	81.2	81.2	177.4	177.4	130.1	418.5	1331.6
BID	49.6	79.0	0.0	302.0	333.4	11.4	2.1	0.7	42.5	42.5	12.5	12.5	16.4	12.6	917.2
Banco Mundial	60.0	23.0	0.0	48.0	1.2	1.2	0.0	9.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	142.4
CATIE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	0.6	0.2	0.2	0.0	0.0	1.6
FAO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.7	3.9	3.9	0.2	0.2	0.9	1.0	15.8
FNUAP	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.3	0.9
HABITAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
IICA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	0.5	1.1	1.1	0.3	0.4	3.9
ILANUD	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.2
OEA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.2	0.4	0.5	0.5	1.4	1.4	1.7	1.3	7.7
OIM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.3	0.3	0.1	0.3	1.4
OIT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.2
OIEA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.6	0.6	0.7	0.7	0.0	0.0	2.8
OPS/OMS	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.9	3.9	0.6	0.6	1.8	2.4	13.2
PNUD	2.6	2.8	2.7	0.9	0.8	1.1	0.0	1.7	6.3	6.3	3.1	3.1	2.0	1.9	35.3
PNUMA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.8
UNESCO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.6	0.6	0.2	0.0	1.8
UNICEF	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.4	0.3	0.3	0.0	0.5	1.9
Unión Europea	54.9	43.0	52.4	69.7	1.3	3.7	8.3	1.5	6.1	6.1	1.7	1.7	10.5	21.9	282.8
WWF	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.2
<b>TOTALES</b>	<b>375.0</b>	<b>342.8</b>	<b>192.3</b>	<b>554.9</b>	<b>406.5</b>	<b>64.6</b>	<b>187.6</b>	<b>108.0</b>	<b>202.1</b>	<b>196.4</b>	<b>249.4</b>	<b>249.4</b>	<b>189.3</b>	<b>576.8</b>	<b>3895.1</b>

Fuente: Dirección de Cooperación Internacional, Ministerio de Planificación nacional y Política Económica- MIDEPLAN, 2003

(\*) Por un cambio en la metodología de cuantificación y presentación de los datos en la Memoria de la Cooperación presentada por la Cancillería 1998-1999 y 2000-2001, los montos bianuales se dividieron entre dos para consignar el total para cada año.

## TENDENCIA DE LA COOPERACIÓN INTERNACIONAL

Condensado 2003 Sectores	%	\$
Energía y telecomunicaciones	37.4	215.6
Economía y finanzas	15.9	91.7
Comercio exterior	14.7	85.0
Obras publicas y transporte	13.2	75.9
Vivienda y desarrollo urbano	4.1	23.9
Salud	3.5	20.2
Medio ambiente	2.6	15.1
Desarrollo local	2.6	15.0
Ciencia y tecnología	1.6	9.1
Educación y capacitación	0.9	5.4
Agropecuario	1.0	5.5
Desarrollo social	0.7	4.0
Cultura, juventud y deportes	0.5	3.1
Fortalecimiento institucional	0.4	2.4
Seguridad	0.3	1.8
Democracia y gobernabilidad	0.3	1.6
Turismo	0.2	0.9
Desastres	0.0	0.2
<b>TOTALES</b>	<b>100.0</b>	<b>576.4</b>



## ANEXO 8: COOPERACION DE LOS ESTADOS MIEMBROS DE LA UNION EUROPEA

### Categoría I. Cooperación bilateral

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Cooperación Científica y Tecnología en la República de Costa Rica	Apoyar los esfuerzos internos de Costa Rica en materia de biotecnología	10.900.000	En ejecución	Ministerio de Ciencia y Tecnología	4 años	2005/06	Comisión Europea
Descentralización y fortalecimiento municipal	Fortalecer la capacidad de gestión los gobiernos locales y propiciar el desarrollo de un modelo de organización y gestión territorial descentralizada	9.600.000 2004: 2.0 mio-	En ejecución	MIDEPLAN, en cooperación con IFAM	en total 6 años	2004	Comisión Europea
Planificación Urbana en la Gran Área Metropolitana	Mejorar la planificación urbana y el ordenamiento territorial en la gran área metropolitana; fortalecer las capacidades municipales en materia de planificación y de coordinación urbana	11.000.000 2004: 2.9 mio-	En ejecución	Ministerio de Vivienda y asentamientos humanos	3,5 años	2004	Comisión Europea
Conservación del bosque y desarrollo sostenible en zonas de amortiguamiento en el Atlántico Norte Costarricense	Uso sostenible de recursos naturales y fortalecimiento institucional de las instancias del Área de Conservación de Tortuguero	4.400.000 2004: 0,624 mio	Proceso de cierre	Área de Conservación de Tortuguero – Ministerio del Ambiente y Energía	5 años	2001	Comisión Europea
Huetar Norte (Cooperación financiera)	Manejo sostenible de recursos naturales en zona boscosa con relación a la emisión de certificados de CO2	Total: 10.225.000 (100% donación) 2004: 923.252	En ejecución	KfW – FONAFIFO		6/ 2003	Alemania
Red de Caminos Cantónales (Cooperación financiera)	Continuar y ampliar el exitoso proyecto de la cooperación técnica de rehabilitar carreteras cantónales con la participación de la población local, las municipalidades y el MOPT	Total: 18.660.000 (préstamo, 55% donación según DAC, 36% según OECD) 2004: 2.730.000	En ejecución	KfW – MOPT (GTZ sigue como consultor)	3 años para las obras	2004	Alemania
Agua Potable y Saneamiento Básico II (Cooperación financiera)	Mejorar el abastecimiento de agua y saneamiento en 35 comunidades rurales de mayor índice de pobreza	Total: 8.700.000 (préstamo; 37% donación según DAC)	Firma del contrato en 2003	KfW – AyA	aprox. 40 meses	2004	Alemania
Programa competitividad y medio ambiente	Programa de Infraestructura Municipal enfocada al Medio Ambiente.	Total: 6.000.000 (préstamo; donación según DAC: 2.000.000)	En programación	KfW -	3 años	2005	Alemania
Programa competitividad y medio	Líneas de Crédito ambiental para microempresas, pequeñas y medidas empresas para la reducción de la contaminación ambiental	Total: 15.000.000 (préstamo; donación según DAC: 3.000.000)	En programación	KfW - BNCR	3 años	2005	Alemania
Programa competitividad y medio ambiente (Cooperación técnica)	Programa de cooperación por la protección del medio ambiente urbano industrial	Total: 4.000.000 (100% donación)	En programación	GTZ – Mideplan, MINAE, MinSalud, entre otros	3 años	2005	Alemania

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Fondo para Estudios y Expertos (Cooperación financiera)	Ejecutar estudios y financiar expertos para preparar nuevos proyectos de la cooperación financiera	Total: 972.000 (100% donación)	En ejecución			1984/87	Alemania
Manejo Sostenible de Recursos Naturales en el Área de Conservación Osa (Cooperación técnica)	Proteger el medio ambiente y los recursos naturales por medio de un desarrollo económico sostenible	Total: 2.020.000 (100% donación) 2004:381.000	En ejecución	GTZ – SINAC / MINAE	3 años	2003	Alemania
Aire Limpio San José (Cooperación técnica)	Proteger el medio ambiente (aire) por medio: 1.Revisión Técnica Vehicular, 2.Vigilancia de la Calidad del Aire, 3.Comunicación Social, 4.Ordenamiento del Transporte Público Colectivo	Total: 4.100.000 (100% donación) 380.000 (preparación) 1.280.000 (primera fase) 1.750.000 (segunda fase) 2004:546.000	Concluida Concluida En ejecución	GTZ – MOPT	8 años  3 años 3 años	1998  1998 6/2000- 6/2003- 6/2006	Alemania
Desarrollo Local (Cooperación técnica)	Apoyar a procesos de descentralización y de desarrollo local	Total:5.000.000 (100% donación) 1.530.000 (primera fase) 1.700.000 (segunda fase) 2004: 365.000	Concluida En ejecución	GTZ – UNGL, CONADECO, IFAM	6 años  3 años 3 años	5/2000  5/2000- 5/2003 – 5/2006	Alemania
Fondo para Estudios y Expertos (Cooperación técnica)	Ejecutar estudios y financiar expertos para preparar nuevos proyectos de la cooperación técnica	Total: 1.020.000 (100% donación) 2004:51.000	En ejecución			2004	Alemania
Fondo para Estudios y Expertos	Promover del sistema nacional de la cualidad	Total: 81.000 (100% donación)	En ejecución		2004-2005	2004	Alemania
Expertos Integrados	Facilitar personal calificado a instituciones y empresas locales para promover el desarrollo humano, social y económico del país: CATIE – experto en protección de los recursos y medio ambiente CATIE- experto en recursos phytogeneticos CEGESTI – experto protección del medio ambiente urbano-industrial UCR – experto biología del mar ICE – experto geotermia	total: 600.000 p.a. experto: 70.000 p.a	En ejecución	CIM – CATIE, Cegesti, UCR, ICE	2-6 años por experto		Alemania
Pequeños Proyectos	Promover proyectos de autoayuda en poblaciones de recursos limitados, aprox. 15 proyectos anuales de diferentes temáticas, p.e. obras de infraestructura local, producción, salud, indígenas	70.000 p.a.	En ejecución	Embajada Alemana – Asociaciones de Desarrollo etc.			Alemania

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Fortalecimiento de los Gobiernos Locales y las Federaciones de Municipios en Costa Rica	Asistencia técnica a gobiernos locales	2004: 73.000  Total: 1.434.000 (período 1995-2004)  (100% donación)	En ejecución	- AECI- Fundación DEMUCA  -Municipalidades de Costa Rica		1995	España
Estrategias de Apoyo al Observatorio para la Democracia	Desarrollo de un protocolo técnico para la implementación de un sistema de indicadores de gobernabilidad en Centroamérica	2004: 31.791  Total : 31.791  (100% donación)	Ejecutado en el 2004	-AECI-Asociación DAR  -Centro de Estudios para el Futuro, CER	1 año	2004	España
Asistencia Técnica a las Fuerzas Policiales de Costa Rica	Modernización y profesionalización de la policía	2004: 960.000  Total: 1.638.854 (Periodo 1999-2004)  (100% donación)	En ejecución	- AECI - Ministerio del Interior de España - Ministerio de Seguridad Pública Costa Rica, Organismo de Investigación Judicial	8 años	1999	España
Programa de cooperación sociolaboral	Asistencias técnicas en materia seguridad e higiene en el trabajo, orientación profesional, intermediación y políticas de empleo.	2004: 30.000 estimado  (100% donación)	En ejecución	-Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales de España		1988	España
Desarrollo Sostenible de la Cuenca Hidrográfica del Río Savegre (Programa regional Araucaria)	Desarrollo social y ambiental de la Cuenca Hidrográfica del Río Savegre	2004:388.651  Total: 3.193.339 (periodo 1999-2004)  (100% donación)	En ejecución	- AECI - Ministerio Ambiente y Energía (MINAE), Fundación de Parques Nacionales (FPN)	7 años	1999	España
Programa Nacional de Bioalfabetización	Promoción de la educación ambiental	2004: 234.755  Total: 1.069.683 (Canje de deuda por naturaleza) (período 2000-2004) (100% donación)	En ejecución	- AECI  - Instituto Nacional de Biodiversidad (INBIO)		2000	España

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Programa de Microcréditos España-BCIE (para Costa Rica)	Prestación de servicios financieros a los microempresarios del país.	2004: 1.269.143 US\$ (1.057.620 €)  Total : 5.772.154 US\$ (periodo 2002-2004)(Cooperación reembolsable)	En ejecución	- AECI - ICO  - BCIE, Banco Nacional, COOCIQUE, ACORDE, CREDIMUJER, ADRI.		2002	España
Fondo de Ayuda al Equipamiento (FAE)	Modernización del equipamiento del sector productivo costarricense y ejecución de proyectos de infraestructura social	2004: 155.743  Total: 4.994.410 (periodo 1989-2004)	En ejecución	- AECI  - Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto y el Ministerio de Planificación y Política Económica		1989	España
Formación de instructores para la flota pesquera costarricense	Elevar el nivel de la formación náutico-pesquera de Costa Rica; capacitación y certificación a patrones y pescadores costarricenses según los lineamientos del Convenio de Formación STCW 78/95 de la Organización Marítima Internacional.	2004: 40.000  (100% donación)	En ejecución	- AECI – Centro Jovellanos del Ministerio de Fomento.  - Instituto Nacional de Aprendizaje (INA)	4 años previsto	2004	España
Programa Internacional para la Erradicación del Trabajo Infantil en América Latina (IPEC)	Fortalecimiento de las estructuras institucionales para prevenir el trabajo infantil, reducir y eliminar progresivamente la incorporación de niños/as en actividades laborales que pongan en peligro su seguridad, educación, salud y autoestima.	2004: 50.000 estimado para Costa Rica  (100% donación)	En ejecución	- AECI - Organización Internacional del Trabajo (OIT)	9 años	1996	España
Desarrollo rural (cooperación técnica)	estudio económico	2005 : 480.000	En ejecución	CINPE/UNA	4 años		Francia
Urbanismo y gestión de riesgos naturales (cooperación técnica)		2005: 101.000	En ejecución	BRGM	4 años		Francia

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Salud, curiterapia y siquiatria (cooperación técnica)	Misiones de expertos, intercambios, becas	2005: 142.000	En ejecución	ICCC / ST. Anne Paris – H. N. S M.A Chapui	3 años		Francia
- Medio ambiente y biodiversidad	Protección fauna, flora, y área marina Isla del Coco	1,065.000	En ejecución	MINAE.FAICO. PNUD.UNESCO	3 años	2004	Francia
Catastro, agua y turismo (cooperación técnica)	misiones de expertos, intercambios	2005 : 224.000	En ejecución		3 años		Francia
Apoyo al Instituto INBio	Apoyar los esfuerzos de Costa Rica para mejorar la Biodiversidad en Costa Rica	Total €5.230.000,- 2004: €1,570.000,-	En ejecución	Instituto INBio	4 años	2002	Países Bajos
Apoyo a Fundecooperación	Apoyar desarrollo sostenible como parte del Tratado al Desarrollo Sostenible	Total €15.800.000,- 2004: €5.853.907,-	En ejecución	Fundecooperación	5 años	2003	Países Bajos
Varios Proyectos pequeños	Apoyo a iniciativas pequeños de grupos non gubernamentales en las sociedades centroamericanas	€2004: €250.000,-	En ejecución	Varios	Cada año definida	2004	Países Bajos

## Categoría II. Cooperación multilateral

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
AL-Invest	Promover intercambios e inversiones entre empresas europeas y latinoamericanas	46 mio	En ejecución	America Latina	4 años	2003	Comisión Europea
URBAL	Establecer redes de cooperación entre municipalidades en dos continentes	50 mio	En ejecución	America Latina	5 años	2002	Comisión Europea
ALFA	Cooperación inter-universitaria		Proceso de cierre	America Latina			Comisión Europea
ALIS	Cooperar en los sectores de la sociedad de la información y las tecnologías de la comunicación	63.5 mio	Aprobado	America Latina	5 años	2001	Comisión Europea
@LBAN	Promover la movilidad estudiantil mediante la financiación de hasta 4.000 mil becas de nivel postgrado en Europa para estudiantes latinoamericanos	75 mio	En ejecución	America Latina	3 años	2003	Comisión Europea
Unión Aduanera Centreamericana	Apoyo al proceso de un mercado único CA	15 mio	En ejecución	America Central	4 años	2003	Comisión Europea

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Apoyo a la intergración Centroamericana	Fortalecimiento de las Instituciones Regionales	15 mio	Aprobado	América Central	4 años	2004	Comisión Europea
Apoyo al Diseño y Aplicación de Políticas Comunes Centroamericanas, ADAPCCA	Contribuir al establecimiento de políticas comunes relacionadas con el funcionamiento de la unión aduanera centroamericana	10 mio	Aprobado	América Central	4 años	2005	Comisión Europea
Promoción de la producción y comercialización de técnicas no químicas de control de plagas, (Sede en Costa Rica)	Proteger el medio ambiente y salud (Costa Rica, Honduras, Nicaragua)	Región: 2000-05: 2.634.000 (100% donación) 1.534.000 región (primera fase) 1.100.000 región (segunda fase) Costa Rica: 2003: 250.000	En ejecución  Concluida  En ejecución	GTZ – CATIE	6 años	2000  2000-2003 2003-2005	Alemania
Corredor Biológico en América Central, (Sede en Nicaragua)	Proteger la biodiversidad	2.045.000		GTZ – CCAD también apoyan IMAM y PNUD		1999	Alemania
Fomento del Desarrollo Sostenible mediante el Turismo (FODESTUR) (Sede en Nicaragua)	Fomentar la de cooperación turística entre países centroamericanos y desarrollar una marca común para el mercado europeo	3.757.000	Segunda fase	Oficina del turismo del SICA		1999	Alemania
Desarrollo Local (Sede en Costa Rica)	Apoyar a procesos de descentralización y de desarrollo local en América Latina	2.500.000		GTZ – FEMICA/FLACMA	2 años	2003	Alemania
Participación de mujeres en el proceso de paz (Sede en Costa Rica)	Fomentar organizaciones de mujeres en Centro América y Colombia con el fin de reforzar su capacidades de apoyar los procesos paz	70.000 primer semestre para la región	En ejecución	Fundación Oscar Arias/ GTZ Nicaragua – organizaciones de mujeres	18 meses	7/2003	Alemania
Fortalecimiento de las Entidades Fiscalizadoras Superiores (ES) miembros de la Organización Centroamericana y del Caribe de Entidades Fiscalizadoras Superiores (OCCEFS) (Sede en Nicaragua)	Fortalecer las entidades fiscalizadoras superiores para promover la economía, eficacia y legalidad en el uso de los recursos públicos, dentro de un esquema de transparencia para la revisión de cuentas en la administración pública						Alemania
Acreditación y gestión pública ambiental	Mejorar el sistema de acreditación en el ámbito de: institución central, empresas y laboratorios	Costa Rica  Región 2002-08: 1.000.000	En ejecución	Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB) - Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo (en Costa Rica: ECA)	6 años	2002-2008	Alemania

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Mejora de las estructuras decenarles para la aplicación de criterios de calidad	Mejorar los servicios de metrología y acreditación en las áreas de medio ambiente y alimentos en América Latina	Región: 75.000	En ejecución	Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB) – OAE	6 años	2002-2008	Alemania
Proyecto para el combate del HIV/SIDA	Prevención contra el SIDA en América Central. Segunda fase (en 2005) que incluye a Costa Rica con campañas de prevención y educación sobre el tema por la NGO PASMO y PSI	Participación de Alemania entre otros Donantes por 3.000.000 (un total de 11.900.000)	En ejecución	KfW – BCIE (PASMO y PSI)	3 años	7/2005	Alemania
Programa de refinanciamiento de energías regenerativas y de eficiencia de energía en Centroamérica.	Líneas de crédito para inversiones en energías renovables (sector privado y publico) en Centroamérica	préstamo: 18.500.000	En Programación	KfW- BCIE	15 años	2005	Alemania
Program for human Security and Peace in Central America	Apoyar los esfuerzos de los seis países del área centroamericana, reforzar la seguridad, el respeto de los derechos humanos, reducir el riesgo de violencia y de conflictos en la región	€200.000 + US \$ 200.000 (Monto total)	En ejecución	Universidad para la Paz		2001	Italia
PROSIGA	Apoyar el desarrollo de políticas nacionales en el medio ambiente	Total €2.928.544 – 2004; € 642.908 -	Terminado el fin del año 2004	SICA – CCAD	4 años	2001	Países Bajos
Grupos de Autoayuda	Apoyar a grupos de mujeres en Centro América en auto-ayudarse	Total €639.640 – 2004 €189.311	En ejecución	Cefemina	3 años	2002	Países Bajos
Regional Unit for Technical Assistance (RUTA)	Policy advisory Centre for CA Ministers under SICA	Total: £ 700.000 2004: £ 120.000	En ejecución	SICA			UK

### **Categoría III. Cooperación de Gobiernos regionales, ciudades y ONG**

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Fortalecimiento de derechos y deberes ciudadanos	Desarrollar ejes de trabajo que vinculen activamente la investigación, la docencia y la acción social en un compromiso de formación y divulgación de los derechos civiles y políticos que fortalezcan la democracia vigente al mismo tiempo que avance en una dimensión propositiva frente a los límites del ejercicio pleno de la ciudadanía	150.000 2004: 30 000	En ejecución	Universidad de Costa Rica	24 meses	2002	Unión Europea

<b>Título del Proyecto</b>	<b>Objetivo Principal</b>	<b>Aporte estimado en €</b>	<b>Situación Actual</b>	<b>Contrapartes ejecutantes</b>	<b>Duración</b>	<b>Inicio</b>	<b>País</b>
Lucha contra la impunidad y el fortalecimiento del Estado de Derecho en América Central a través del derecho internacional de los derechos humanos	Consolidar el Estado de Derecho y los valores democráticos, mejorando la situación de los derechos humanos y el cumplimiento de las convenciones internacionales en la región centroamericana. Defensa de los derechos humanos mediante el uso de normas y procedimientos internacionales de protección como una efectiva forma de lucha contra la impunidad y consolidación de la democracia	700.000 2004: 219.000	En ejecución	CEJIL	36 meses	2002	Unión Europea
Fuerzas militares y derechos humanos: capacidad para una complementariedad posible necesaria y sustentable	Promover la incorporación de la doctrina de los derechos humanos en el seno de la institución militar de los países de la región y propiciar la creación de espacios de comunicación entre la sociedad civil, el marco institucional democrático y las fuerzas militares de países centroamericanos	666.000 2004: 201.000	En ejecución	Instituto Interamericano de Derechos Humanos IIDH	30 meses	2002	Unión Europea
Community Networks Preventing Emergency Risks	Sistema de Alerta temprano y preparación de riesgos entre comunidades en margenes de ríos	250 2004: 200.000	En ejecución	UNICEF	12 meses	2003	Unión Europea
Fortaleciendo la protección de la niñez y la adolescencia frente a la explotación sexual comercial en Centroamérica	Mejorar la legislación y la aplicación de la ley ante casos de comercio sexual infantil en Centroamérica.	449,812 2004:	En ejecución	PANIAMOR/ECPAT	36 meses	2002	Comisión Europea
Reforma Penal en América Latina	Promocionar los instrumentos internacionales de derechos humanos, y la adopción e implementación de buenas políticas y prácticas en los sistemas criminales de justicia	806,086 2004:	En ejecución	Reforma Penal Internacional	36 meses	2002	Comisión Europea
Integración de los servicios civiles a la coadministración de áreas protegidas y manejo de conflictos ambientales en Centroamérica	Acuerdos de comanejo como mecanismos de gestión de áreas protegidas acordes a las necesidades de Centroamérica permitiendo el acceso a la gestión de áreas protegida a los diferentes sectores impulsados y fortalecidos	862,032 2004:	En ejecución	Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza y los Recursos Naturales (UICN)	36 meses	2003	Unión Europea

<b>Título del Proyecto</b>	<b>Objetivo Principal</b>	<b>Aporte estimado en €</b>	<b>Situación Actual</b>	<b>Contrapartes ejecutantes</b>	<b>Duración</b>	<b>Inicio</b>	<b>País</b>
Educación social y política	Seminarios, conferencias, estudios, publicaciones en el ámbito sociopolítico	900.000 p.a.	En ejecución	Fundaciones Políticas (FES y KAS) – Partidos Políticos, Sindicatos, ONG´s, Universidades etc.			Alemania
Mecanismo sub-regional de respuesta a desastres (sede en Costa Rica)	Con una flota vehicular, infraestructura de almacenamiento y apoyo con recursos humanos especializados se responden a desastres en América Central en un plazo de máximo 48 horas		En ejecución	Cruz Roja Alemana-Cruz Roja Costarricense	5 años	2002	Alemania
Tropicaverde (ONG)	Protección del medio ambiente y sostenibilidad de los recursos en Costa Rica	50.000 p.a.	En ejecución	Tropica Verde con ONG locales			Alemania
Fundación Samuel (ONG)	Centro de Capacitación Técnica para jóvenes de escasas recursos, 2 orfanatos	200.000 p.a.	En ejecución			1991 1996	Alemania
Expertos Integrados	Facilitar personal calificado a instituciones cooperantes para promover el desarrollo humano y social de la población	150.000 p.a.	En ejecución	EED – CEDECO, Voces Nuestras, Acicafoc, La Mesa Nacional Campesina, Coproalde, Acepesa	2-6 años por experto		Alemania
Apoyo a los pequeños campesinos	Fomentar la agricultura sostenible con enfoque al tratamiento y mercadeo	250.000	En ejecución	EED-CEDECO	3 año	2004-2006	Alemania
Perfeccionamiento de organizaciones sociales	Perfeccionamiento de organizaciones sociales referente al aprovechamiento de medios y técnicas de comunicación.	200.000	En ejecución	EED-CCVN	3 años	2005-2007	Alemania
Asesoramiento referente a planes de explotación de recursos	Asesoramiento de la Asociación de Desarrollo Integral del territorio indígena Bribri (ADITIBRI)	177.000	En ejecución	EED-ADITIBRI	3 años	2004	Alemania
Asesoramiento para el desarrollo de estrategias de Lobby para la problemática de maquila		250.000	En ejecución	EED	3 años	2005	Alemania
Análisis de la experiencia basada en el trabajo de los NGOs		300.000	En ejecución	EED-ALOP	3 años	2002-2005	Alemania
Educación de adultos para el fortalecimiento de la democracia en el desarrollo de Centroamérica	Cooperación con el Centro de Estudios y Publicaciones	200.000	En ejecución	EED-ALFORJA	3 años	2002-2005	Alemania

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Reconocimiento de los Derechos de la Niñez y la Adolescencia	Fortalecer actores claves de la sociedad para un mayor respecto de los derechos de la niñez y la adolescencia en Costa Rica	97.000 p.a.	En ejecución	Deutsche Welthungerhilfe – Fundación Procal	3 años	06/2003	Alemania
Capacitación y apoyo legal a Sindicatos Bananeros de Costa Rica y Nicaragua	Asesoría y capacitación en materia laboral y legal a organizaciones sindicales y trabajadores. (Se inserta en el programa de formación sindical para el desarrollo de capacidades, de carácter regional)		En ejecución	- ISCOD, Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD) de España - Coordinadora de Sindicatos Bananeros de Costa Rica (COSIBA)	3 años	2004 (Nov.)	España
Salud Joven. Programa de prevención de VIH-SIDA	Contribuir con la disminución de la incidencia del VIH/SIDA y enfermedades de transmisión sexual	2004: 33.333 Total: 99.000 (periodo 2003-2004) (100% donación)	En ejecución	- Cruz Roja Española-Banco Santander Central Hispano -Cruz Roja Costarricense	2 años	2003	España
Mujer y Sindicato	Capacitación del sector femenino en temas de género y promoción de su organización y participación en la toma de decisiones y defensa de sus derechos laborales. Se ejecuta a nivel de América Latina	2004: 8.000, estimado para Costa Rica Total: 1.061.576 (100% donación)	Ejecutado	-ISCOD -CIOSL-ORIT	3 años	2002	España
“Por el derecho a una atención a nuestra salud sexual y reproductiva”	Capacitación y sensibilización de mujeres de zonas deprimidas y de instituciones en materia de salud sexual y reproductiva	2004: 21.363 Total: 34.160 (100% donación)	Ejecutado	-Instituto de la Mujer -Alianza para Mujeres Costarricenses	1 año	2004	España
Apoyo a Sindicatos Bananeros de Costa Rica	Mejora de la calidad laboral social de los trabajadores del Sector Bananero a través del apoyo a organizaciones sindicales	2004: 37.878	Ejecutado	- ISCOD, Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD) de España - Coordinadora de Sindicatos Bananeros de Costa Rica (COSIBA)	3 años	2001	España

## **Categoría IV. Cooperación cultural, científica y educativa**

<b>Título del Proyecto</b>	<b>Objetivo Principal</b>	<b>Aporte estimado en €</b>	<b>Situación Actual</b>	<b>Contrapartes ejecutantes</b>	<b>Duración</b>	<b>Inicio</b>	<b>País</b>
Inwent (antes DSE y Carl-Duisberg Gesellschaft)	Programas y cursos de variadas temáticas y duración para la Administración Pública, en Alemania, Costa Rica u otros países	100.000 p.a.	En ejecución ~ 25 cursos con 60 participantes costarricenses p.a				Alemania
Universidad Leipzig	Cursos para profesores de educación física, entrenadores de diferentes deportes		En ejecución				Alemania
Colegio Humboldt	Promover idioma y cultura alemana para un mejor entendimiento entre los países a través de una excelente educación bilingüe (amplio programa de becas para estudiantes costarricenses de bajos recursos)	1.025.000 p.a.	En ejecución			1912	Alemania
Centro Goethe	Promover idioma y cultura alemana a través de la enseñanza del alemán	50.000 p.a	En ejecución				Alemania
Intercambio Académico	Promover el intercambio académico entre universidades de CA y universidades alemanas, becas para estudios de postgrado	1.850.000 p.a. en Costa Rica: 800.000 p.a.	En ejecución	DAAD – universidades públicas y privadas, MICIT			Alemania
Upeace	Apoyar la creación del curso básico “International Peace Studies”	330.000 p.a.	En ejecución	GTZ-Upeace	33 meses	2003	Alemania
Cursos de capacitación internacional para el Programa Araucaria	Ofrecer cursos para técnicos de países iberoamericanos relacionados con el programa Araucaria, con fuerte componente ambiental.	2004: 35.000  Total: 258.246 (periodo 2000-2004)(100% donación)	Ejecución finalizada en el 2004	- AECI  - EARTH	4 años	2000	España
Becas EARTH	Becas para estudiantes iberoamericanos de zonas rurales, para realizar estudios de ingeniería agronómica en la universidad EARTH	2004: 129.000  Total: 856.314 (periodo 1997-2004)  (100% donación)	En ejecución	-AECI  -EARTH	5 años	2000	España
Programa de Becas	Financiación de estudios de postgrado y cursos cortos para profesionales costarricenses.	2004: 312.698 (100% donación)	En ejecución			1988	España

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Programa de Cooperación Interuniversitaria	Apoyar las relaciones estables de cooperación cultural y científica entre universidades iberoamericanas.	2004: 20.000 (100% donación)	En ejecución	- AECI - universidades españolas  - Universidades costarricenses.		1995	España
Programa de Ciencia y Tecnología para el Desarrollo (CYTED)	Cooperación científica y tecnológica, de carácter multilateral y de ámbito iberoamericano, con participación de instituciones e investigadores costarricenses	2004: 36.000 estimado  Total: (100% donación)	En ejecución	- AECI – Instituciones españolas.  - Ministerio de Ciencia y Tecnología (MICYT), instituciones costarricenses		1989	España
Programa de Cooperación Cultural	Promoción de la cultura española, costarricense e iberoamericana, a través del Centro Cultural de España.	2004: 194.868 (100% donación)	En ejecución	- AECI – Centro Cultural de España  - Instituciones costarricenses		1988	España
	Cooperación universitaria alrededor de 7 proyectos de varias carreras y dentro del marco de acuerdos interuniversitarios	2005 : 409.000	En ejecución	UCR	4 años		Francia
	Investigación científica  4 investigadores puestos a disposición de CATIE para proyectos <i>regionales</i> relativos al café, al medio ambiente	2005: 580.000	En ejecución	INISA – UCR CITA – UCR CIMAR – UCR CATIE	4 años		Francia
Cooperación cultural y audiovisual	Coproducciones de espectáculos, becas, promoción de las obras y de los artistas costarricenses en Francia	2005 : 401.000	En ejecución	Alianza francesa – instituciones públicas y privadas costarricenses	4 años		Francia
Cooperación educativa	Formación continua de los docentes, talleres regionales, seminarios internacionales, seguimiento y impulso de las clases bilingües, participación de un lector francés	(Cofinanciación a alto porcentaje del Liceo Franco-Costarricense 2005 : 16.000	En ejecución	Asociación de los profesores de francés – UCR, UNA	2 años		Francia
Cooperación educativa	Programa de asistentes de español en Francia que beneficia a los jóvenes costarricenses, en 2005: más de 50 jóvenes	2005 : 4.100	En ejecución		3 años		Francia

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Lectorado del idioma italiano en la Universidad de Costa Rica	Reforzar la oferta de cursos de italiano en la Universidad de Costa Rica, con un lector procedente de Italia	€60.000 (2004)	En ejecución	Universidad de Costa Rica	Anual		Italia
Programa de becas del Gobierno Italiano	Facilitar becas a estudiantes para la participación a cursos de Italiano en Italia	€15.000 (2004)	En ejecución	Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto	Anual		Italia
Implementación de los cursos de Italiano en la Asociación Dante Alighieri – Sección de San Vito de Coto Brus	Promover cursos de italiano a nivel primario en la comunidad de San Vito de Coto Brus	€30.000 (2004)	En ejecución	Asociación Dante Alighieri	Anual		Italia
Universidad Nacional	Cooperación entre universidades holandesas y la UNA	€ 150.000. – (2004)	Para terminar en 2005	UNA	1998-2005	1998	Países Bajos

### **Categoría V. Toda otra cooperación**

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Cooperación institucional y sociales	Descentralización, formación en la administración pública en ciencias Formación de jueces, cooperación aduanera, y policíaca	2005: 369.000	En ejecución	ENA CEFJCA	2 años		Francia
Asistencia técnica a órganos públicos encargados de la aplicación de la legislación de competencia	Fortalecimiento de la gestión institucional de los órganos encargados de aplicar la legislación de competencia en Costa Rica	2004: 12.000 (100% donación)	En ejecución <sup>40</sup>	- AECI – Tribunal de Defensa de la Competencia de España.  - Ministerio de Economía, Industria y Comercio, a través de la Comisión para promover la competencia de Costa Rica.	3 años, previsto	2004	España

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte estimado en €	Situación Actual	Contrapartes ejecutantes	Duración	Inicio	País
Desarrollo del Sistema de Rendición de Cuentas y Gobernabilidad	Fortalecimiento de la capacidad institucional para implementar y mantener en funcionamiento un adecuado sistema de rendición de cuentas en Costa Rica.	2004: 4.210 (100% donación)	En ejecución	- AECI – Instituciones españolas.  - Contraloría General de la República	4 años	2004	España
Fortalecimiento del Instituto Nacional de Innovación y Transferencia en Tecnología Agropecuaria (INTA)	Asistencia técnica y capacitación para el fortalecimiento del INTA, con el apoyo del INIA de España.	2004: 10.100 (100% donación)	En ejecución	- AECI – Instituto Nacional de Investigación y Tecnología Agraria y Alimentaria (INIA)  - INTA	4 años previsto	2004	España
Mejora de la calidad de vida de los habitantes de las zonas rurales cafetaleras de Costa Rica	Mejorar la calidad de vida de los habitantes de las zonas rurales cafetaleras de Costa Rica	2004: 10.691 (100% donación)	En ejecución	- AECI – Instituciones españolas.  - Instituto del Café de Costa Rica (ICAFFE)	4 años	2004	España
Asistencias técnicas para el Fortalecimiento Institucional	Asesoramiento para el fortalecimiento de las instituciones costarricenses, mediante asistencias técnicas de expertos y consultores españoles.	2004: 5.362 (100% donación)	En ejecución	- AECI – Instituciones españolas.  - Diversas instituciones costarricenses		1989	España
Guía de Arquitectura de Costa Rica	Elaboración de una guía de edificaciones significativas de Costa Rica, de interés patrimonial.	2004: 5.507 (100% donación)	En ejecución	-Junta de Andalucía-AECI  -Colegio de Arquitectos de Costa Rica	2 años	2004	España
“Business Angels y transmisión de Know How patronal a países de Centroamérica”	Transferencia de tecnología en materia empresarial a paises centroamericanos	2004: 18.000 (100% donación)	En ejecución	-Generalitat de Catalunya  -Sector empresarial centroamericano		2004	España
Micro-Proyectos	Apoyo a la sociedad civil, centros medicales, agricultores pobres, etc in Costa Rica	2004: £ 20 000	En ejecución	Sector rural	2 años	2004	UK

## **ANEXO 9: ESTADO DE LA PROGRAMACION 2002-2006**

### **1) Modernización y descentralización del Estado (FOMUDE)**

El proyecto se firmó al final de 2002 y su montante global es de 11.992.200 € con una contribución de 9.6 millones de € de la Comisión Europea. El objetivo del proyecto es *"contribuir al fortalecimiento de la capacidad de gestión de los gobiernos locales y propiciar el desarrollo de un modelo de organización y de gestión territorial descentralizada, y... la articulación territorial de la acción del Estado"*. La intervención de la Unión Europea tiende a apoyar y reforzar la política de descentralización del Estado iniciada al final de los años 1990 para profundizar las prácticas democráticas en el territorio. Este objetivo corresponde a las prioridades de la Unión Europea en lo que se refiere, en particular, a la mejora de la cohesión social y territorial, el desarrollo sostenible y equitativo. La estrategia de apoyo al fortalecimiento de los gobiernos locales y la descentralización se basa en tres ideas fuertes: mejorar la organización territorial del Estado; fortalecer la capacidad política y de gestión de las municipalidades y sus formas asociativas; promover políticas de desarrollo tanto en el nivel local como en el regional para impulsar procesos de transformación económica con equidad social. El apoyo a los municipios se concentra en particular en el fortalecimiento de las políticas y de los programas sociales, y en las actividades que contribuyen a la integración social y cultural, lo que responde a las necesidades creadas por los flujos inmigratorios. Las acciones transversales de promoción de la equidad de género y de protección del medio ambiente se tendrán enteramente en cuenta.

### **2) Planificación urbana (GAM)**

El proyecto Planificación regional y urbana en el Gran Área Metropolitana se lanzó en 2004 y tiene como objetivo *"mejorar la eficiencia del funcionamiento del sistema urbano del Valle Central, principal espacio económico costarricense, reduciendo los actuales costos ambientales, sociales y económicos derivados de un modelo territorial irracional e insostenible"*. El presupuesto total es de 18.5 Millones de EUROS con una contribución de la Comisión Europea de 11 Millones de EUROS. El objetivo general es mejorar las condiciones de vida de la población del valle central de Costa Rica. El gobierno pretende mejorar la competitividad de la industria del Valle Central del país y el medio ambiente urbano, el cual es muy deteriorado por la contaminación y los residuos industriales. El programa tiene como objetivo específico la elaboración de una política de planificación regional adaptada a la realidad del territorio metropolitano, y pone a la disposición de las instituciones locales instrumentos de gestión urbana y territorial. Permite así financiar la planificación urbana y los proyectos demostrativos de infraestructuras. La participación de las entidades institucionales locales, cantones y municipios, y de la sociedad civil es un elemento central de la estrategia en la cual se basa el proyecto.

### **3) Cooperación científica y tecnológica (CENIBiot)**

El presupuesto total del proyecto es de 14.9M€ de los cuales la Comisión Europea financia 10.9 M€. Este proyecto, lanzado en 2005, tiene como objetivo general apoyar a las políticas públicas en cuanto a biotecnología, favorecer el acercamiento entre las empresas y los organismos de investigación, y promover la investigación aplicada así como los intercambios y la formación internacional. El objetivo específico del proyecto es aumentar la competitividad del sector agroindustrial y afines, mediante la aplicación de la biotecnología, prestando una atención particular al medio ambiente. La principal inversión del proyecto es la creación de una Planta de Bioprocesamientos que permita desarrollar procesos preindustriales para verificar y demostrar innovaciones en el área de biotecnología y formación de personal. El tratamiento de los desechos

agroindustriales contaminantes por las biotecnologías es un aspecto central del programa de investigación. El proyecto CENIBiot creará sinergias entre el mundo académico, la investigación científica y las empresas para mejorar la competitividad internacional de las PYMES en el área de las biotecnologías. Este proyecto responde a la fuerte voluntad de las empresas para adaptarse a las nuevas exigencias del mercado en términos de investigación y desarrollo. La estrategia en la cual se basa el proyecto consiste en la creación y la difusión de conocimientos para el sector productivo basados en los avances técnicos y las innovaciones tecnológicas. Esta estrategia tiende también a crear redes de investigación entre los diferentes actores para facilitar la circulación y el intercambio de la información y del conocimiento. El proyecto contribuirá a mejorar la formación del personal del sector de las ciencias y tecnologías. El proyecto se realiza bajo la responsabilidad del Ministerio de Ciencia y Tecnología y en amplia cooperación con los sectores universitario y privado.

## **ANEXO 10 : INDICADORES PARA LOS SECTORES DE CONCENTRACION**

### **COHESION SOCIAL:**

Los indicadores para evaluar los resultados esperados de esta iniciativa en el área de la cohesión social en Costa Rica incluirán, entre otros:

- Incremento y distribución del gasto público en el área social,
- Índices de descentralización administrativa,
- N° de programas de capacitación y formación de agentes públicos,
- Acciones para favorecer la sensibilización de la población sobre las ventajas de un nuevo sistema redistributivo y de lucha contra las exclusiones,
- Modernización y mejora del sistema y de los servicios sociales,
- Divulgación de los principios de gasto público y equidad en materia social y transparencia administrativa, de cara a los ciudadanos costarricenses.
- Mejora de los indicadores de salud: Descenso de enfermedades y mejora atención médica.
- Mejora de los indicadores de la vivienda y de educación, particularmente al nivel secundario
- Acción específica en municipios más pobres con inmigrantes

### **INTEGRACION REGIONAL:**

En cuanto a los principales indicadores para medir los resultados esperados del programa en el área de la integración regional serían:

- Fortalecimiento de los institutos nacionales encargados de la certificación de las normas veterinarias y fito-sanitarias,
- Coordinación regional en la lucha contra las plagas y enfermedades a nivel regional,
- Fortalecimiento de los laboratorios nacionales y de las capacidades de inspección,
- Estándares y normas industriales,
- Creación de un Instituto Nacional para la Normalización,
- Creación y fortalecimiento de una autoridad nacional en materia de propiedad intelectual que desarrolle todos los aspectos de protección de patentes, marcas y modelos de utilidad industrial,
- Formación y capacitación de jueces y agentes de aduanas en materia de propiedad intelectual,
- Sensibilización de pequeños y medianos empresarios en materia de normalización y propiedad intelectual,
- Modernización del sistema informático y de análisis técnicos.

## **ANNEX 11: POLICY COHERENCE**

To assess the coherence of the Costa Rica CSP, this annex presents relevant EU policies and guidelines affecting the country. All those policies have a link with the past and future EC development policy towards the country. For each, different categories and levels of EU intervention are addressed, assessing the complementary and coherence of EC instruments:

- cooperation instruments : bilateral, sub-regional and regional, with a special focus on the complementarity with horizontal programmes and other financial instruments such as thematic budget lines;
- regulatory instruments and international agreements
- policy and political dialogue (bilateral and regional)

In addition, important issues/policies have been mainstreamed into the present strategy.

### **Trade & development**

Article 133 of the EU Treaty constitutes the legal basis for the EU's trade policy. It states that the objectives of the Union's commercial policy is «*to contribute, in the common interest, to the harmonious development of world trade, the progressive abolition of restrictions on international trade and the lowering of customs barriers*». It covers all the main aspects of trade in agricultural and non-agricultural goods, services as well as key aspects of trade related aspects of intellectual property, investment and competition.

The main objective of the Union's trade policy towards Central America is:

- to strengthen and expand bilateral trade relations between the EU and Central American countries on the basis of transparent and non-discriminatory multilateral rules, and notably by means of strengthening our cooperation throughout the WTO negotiations launched at Doha.
- to support the regional trade and economic integration process in Central America.
- to support Central America in completing its international commitments in particular fight against drug trafficking, international labour standard, human right and environment, through autonomously granting market access to EU markets via the GSP scheme. However, countries of Central America are seeking a deeper relation notably through an association agreement since they consider this to be a much more powerful tool to attract FDI. The position of Costa Rica is similar with a more medium to long term perspective.
- to support the Central American countries' integration into the world economy by implementing their existing WTO commitments and to assist them in the negotiations and implementation of new commitments resulting from the new WTO round (Doha Development Agenda).

The strategy set out in this CSP, in particular with regard to the focal sector regional integration, is fully in line with the achievement of these objectives. In addition, supports in trade-related matters are provided by the RSP for Central America.

## **Employment, social affairs and equal opportunities**

In its 12 April 2005 Communication on Policy Coherence for Development, the Commission has defined coherence commitments in the overall framework of the EU sustainable development strategy. These commitments were endorsed by the Council (GAERC) on 24 May 2005. The Community proposed an integrated social and economic approach that regards economic, employment and social cohesion as interdependent elements with a view to fighting inequalities.

Employment is a crucial factor to achieve a high level of social cohesion. The Community will promote investments that generate employment and that support human resources development. The respect of fundamental labour rights (core labour standards) is a key element of the EU policy.

The Declaration of Guadalajara of May 2004, specifically underscores the commitment "to the principles of decent work proclaimed by the International Labour Organisation, in the belief that respect for workers' rights and dignity is vital for achieving poverty reduction and sustainable social and economic development for our peoples".

In this respect, the Community will promote decent work for all in line with the ILO agenda. Special emphasis will be given to the progressive integration of the informal sector into formal economy, on social dialogue and on corporate social responsibility.

In the field of labour policy, Central America has reaffirmed its commitments to the ILO principles and core labour standards through a Declaration made on 30 June 2005 by Labour ministries and representatives of employers and unions in support of employment and decent work. The objective of this programme includes promotion of international labour norms, employment creation, expansions of social protection and strengthening social dialogue.

## **Common Agriculture Policy (CAP)**

The "*Common Agricultural Policy*" (CAP), created by the Treaty of Rome, sought to increase the productivity of European agriculture, ensure reasonable living standards for farmers, stabilise farm produce markets and guarantee a stable food supply at fair prices for consumers. Since then, many changes to the CAP were made, modifying price policy (reduction of prices support), restricting market intervention, regulating output and introducing a system to control spending on agriculture involving, an adjustment of market management to restore market balance; more assistance is provided for social and environmental measures to stimulate development in rural areas. Those changes focussed on the changes in a global economy and the need to implement WTO commitments to reduce market distortions.

Few agricultural commodities covered by the CAP enter into competition with Central American products. A notable exception is bananas and since the EU is an important destination for Central American products, Central American banana producers have voiced significant grievance concerning the impact Community policy in this field has had on their market access; Costa Rica is associated with other Latin American countries to present a common position against the EUs bananas regime. Latin Americans claim also that the CAP influenced indirectly different world markets.

## **Sanitary and phytosanitary control Policy – consumers protection**

In its external dimension, the Community policy in this sector aims to ensure a high level of protection of health, safety and economic interests of the consumers, as well as the protection of public health in the EU. The implementation of this principle is perceived, by some third-countries economic sectors as a measure of non-tariff trade protection that prevents the access of some products – mainly agricultural, but also meat - to the European markets even if the same principle is applied to European-made products.

At the same time, some Central American countries have raised concerns about non-reciprocal treatment by the EC in the implementation of certain Community principles of health inspection, such as that of regionalisation but also agreement of control institutions. Confusion is also added by the fact that the US and the European SPS systems are different.

This sector is of utmost importance for both regions, therefore this strategy, as the former one, is in total accordance with those important preoccupations, since they provide specific supports for Costa Rican exporters in order for them to be able to fulfil EU requirements in this respect.

In addition, a specific effort is associated to SPS (Sanitary and Phytosanitary Measures); Central America experts are benefiting, like other developing countries, from a specific training system to SPS requirements by the EU.

These aspects are included in the focal sector “regional integration” as it is important to support Costa Rica internal efforts to harmonise SPS rules with the other Central American countries in view to gain EU market access.

## **Fisheries**

The common fishery policy has the objective to protect fish resources by regulating the amount of catches to help the fishing and aquaculture industries to adapt to the constraints of the market, and to maintain a common organisation of the market.

Regarding third countries, the objectives are to set up fisheries agreements and to negotiate common conservation measures in deep-sea fisheries, in order to guarantee both conservation and sustainable exploitation of fish resources. This includes close collaboration with developing countries to help them become more effective in fisheries matters, and support to the efforts to combat illegal and unregulated fisheries.

Regarding Costa Rica there is a common objective on Atlantic tuna, prawn, and crayfish. Both the EU and Costa Rica are members of the Western Central Atlantic Fishery Commission and the Inter-American Tropical Tuna Convention. They collaborate closely in these international organisations, looking for the respect of international practices (management of fish resources, dolphin-safe catching). There is no restriction to the import of fish products to the European Union. Costa Rica should be encouraged to ratify the Antigua Convention which may allow the Commission to become a full member of IATTC. Furthermore, there is enough space to explore for improving fisheries relationship at the international or bilateral levels.

## **Internal market**

The principal aim of this policy is to strengthen the process of economic integration for a liberalisation of the markets as well as the development of a legislative framework compatible with that of the EC in order to:

- assure a suitable level of protection of industrial and intellectual property,
- prevent money laundering,
- protect personal data,
- guarantee minimum standards for public calls for tender, avoiding any kinds of restrictive measure of the markets.

Regulatory convergence is a factor of mutual benefits, by supplying trade and investments and favouring the investments of the EU companies abroad. One essential objective is to help Costa Rica efforts with a view to improve the Central America internal market. This will provide additional encouragements to investors.

Costa Rica benefits the AL-INVEST horizontal programme which supports exchanges between SMEs of EU and LATIN America in view to promoting trade and investments.

## **Competition policy**

The interest of applying competition policy in the EU's relations with third countries, mainly in the negotiation of trade agreements, is based on the establishment of a stable and clear legal framework for the relations between economic operators in order to prevent commercial conflicts.

At the same time, the discriminatory treatment between companies of both parties is avoided with respect to direct investments or access to the services market. Likewise, the EU takes part in multilateral co-operation in this sector in the framework of the World Trade Organisation (WTO). The WTO working group on "trade and competition" examines the possibility of strengthening the convergence of policies for which a multilateral horizontal action might be explored by the EC.

The EU competition policy and the CSP are in accordance since interventions promoting competition policies are included, in particular in the regional context. A specific action is envisaged in this CSP to strengthening the competition national authority within this strategy through cooperation.

## **Research and development policy**

In the EC, international co-operation in this area is covered since the eighties by the Framework Programmes to which Costa Rica participates actively. The last framework includes an international dimension. It contains a component for development and special fund to facilitate the training and mobility programmes for researchers. The assessment of this programme is positive, and the continuation of the initiative is an important element of cooperation in this field.

In addition, specific programmes developed at the level of the Regional Strategy Paper for America Latina complement the R&D policy in the area of high level education and

cooperation between academic institutions (ALFA, AL AN). The R&D policy is complementary to the CSP by strengthening links between Costa Rica, Latin America and Europe. In addition, current cooperation foresees the creation of a biotechnology center.

### **Linking emergency, rehabilitation and development**

Emergency aid is in charge of immediate needs for population affected by crisis. Rehabilitation is orientated to support to the mid-term the recuperation of development capacity of the affected populations. There is no standardised model for linking emergency to rehabilitation and rehabilitation to development.

This link has been of particular relevance for Central America after the conflicts of the eighties and, more recently, after hurricane Mitch (through the Regional Programme for Rehabilitation and Reconstruction of Central America). In addition, ECHO's disaster preparedness programme (DIPECHO) targets vulnerable communities living in the main disaster-prone regions of the world, of which Central America; Costa Rica is one of targeted country as it is vulnerable to disasters. Prevention of disasters is also addressed at regional level by a specific regional programme adopted in 2005.

### **Information Society**

The main co-operation objectives pursued with Latin America in the Information Society field are the following:

- Promoting social cohesion through the development of an inclusive Information Society in those countries and fighting the digital divide within and between countries and regions and, in such, contributing to governance and to the economic and social development of Latin American countries;
- Fostering regional integration and the integration of Latin American countries in the global Information Society;
- Promoting investment and reinforcing commercial exchange with Latin America by creating a favourable environment in the region, notably by promoting efficient regulatory and policy frameworks, as well as open and global standards;

These objectives are specifically addressed by the Latin American regional strategy and the @lis programme including three demonstrations projects in Costa Rica. There is also a high level regular policy dialogue between the regions of Latin America and the European Union.

### **Economic and financial affairs**

In its international policy on economic and financial affairs towards Latin America, the Commission has two main priorities supporting the global agenda toward Latin America:

- to foster macro-economic stability and convergence
- to promote social cohesion

In matter of macro-economic convergence, the Commission participates in the policy dialogue among policy makers of Latin America transmitting its own experience.

This exchange of experience is crucial for supporting regional economic integration, and is significant in helping the Central American integration agenda. Activities are financed and to be financed at the level the Latin American RES. Among other actions, the Commission contributes is supporting activities of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC).

### **The EU drug strategy**

At the external level, the EU drug strategy is based on strengthening coordination in the fight against drug and on supporting the development of relations between third countries and the EU. The EU action is guided by the principle of shared responsibility: partnerships with third countries that address their overall social and economic development. This has been concretised by the EU-Latin American Action Plan of Panama adopted and ratified in 1999.

One should recall the special treatment received by the Andean and Central American countries, within the framework of the Generalised System of Preferences, to support to their efforts in combating drugs.

The objectives of the present strategy is coherent with the instruments put into place by the EC in its relations with Central America to fight drug trafficking . The Latin American regional strategy includes a new specific provision between the EU and Latin America to take place in addition to the *ad hoc* policy dialogue.

### **Migration, justice and home affairs:**

The current policy concerning immigration could have an impact on the development of some Central American countries due to the extreme importance of remittances from immigrants in hosting countries in the macro-economic equilibrium. For the moment, given the fact that the emigration flows mainly from other countries, in particular Nicaragua to Costa Rica the impact above mentioned is very limited.

### **Health and poverty**

If social cohesion is set at the centre of the EU-LA relations, the EC health policy establishes the link between health and poverty, between health and well-being and development, including a reference to AIDS and other contaminating diseases. There is a consensus to make assistance more efficient with more ownership and participation of the recipient States.

Assistance related to AIDS, tuberculosis and malaria is financed through the Global Fund using parallel administration, and often subcontracting activities to the national authorities. Some organisations are voicing the incoherence between the way the Global Fund is acting and the objective of reinforcing ownership.

The regional programme Eurosocial includes a provision for institutional capacity building in health policy and is open to the participation of Costa Rica.

## **The gender issue**

The Community's strategy on gender equity lays out a global framework to promote equality between men and women in five intervention areas: economic life, equality of participation and representation, social rights, civil life and roles, gender stereotypes.

Gender issues are an important concern in Costa Rica where figures are better than in other countries of the region. This strategy takes gender into account into the proposed focal sectors, such as social cohesion in particular. Although a EC specific gender budget line exists, it is not active in Latin America.

## **Governance, capacity building, rule of Law**

This is one of the decisive components for policies and reforms toward social cohesion. The level of social cohesion, the economic development, the environmental sustainability and human rights are depending from the quality of governance. It is one of the critical factors to reach the Millennium Development Goals even though there is no specific indicator related to Governance. The 2003 Communication on governance and the 2002 White Book on Governance identifies concrete possible modalities:

- Capacity building to support developing countries to design pertinent reform programmes,
- Strengthen synergies and coherence between the different instruments and policies of the European Commission and the European Union,
- Reinforce national and regional partnership to coordinate the donor community and to assure their complementarity,
- Support human rights and democracy, governance and rule of law.

The present strategy is fully in line with these recommendations, and tries to bring a response to these modalities, in particular in relation with social cohesion focal sector. The specific budget line IEDDH is addressing human rights and democracy (see below).

## **Human rights, democracy, indigenous people and democracy**

Democracy, rule of law, human rights and fundamental freedom are basic principles of the European Union, independently to the fact that national Governments are responsible of their respect. The EC has developed different instruments in relation, and raised a number of thematic matters.

The understanding of this transversal nature demands a considerable effort for assuring coherence. The EC identified three main areas of implementation:

- Stimulate coherent support policies, looking for a better coherence between cooperation and external relation, complementarity between the EC and Member States, and integrate these issues as cross-cutting issues within other policies and actions of the EU.
- Give a greater priority to human rights and democracy in the relations with third countries,

- Have a more strategic focus when addressing programmes and projects in this matter.

This CSP is fully compatible with this policy and integrates this dimension into the selected focal sectors. The specific budget line (IEDDH- European Initiative for Democracy and Human Rights) is addressing promotion of democracy and human rights through supports to Civil Society, universities, regional and international organisations. Some have voiced concerns about the way projects were selected and the system of “calls for proposals”. For the future, social cohesion should be added as a focal sector within the IEDDH and additional attention would be given to supporting democracy, gender and ethnic equity.

In addition, the Andean and Central American countries can receive a special treatment within the framework of the Generalised System of Preferences linked to their international commitments in Human Rights.

### **Conflict prevention**

In its communication on conflict prevention, the Commission announced its intention to focus its co-operation programmes more clearly on addressing the root causes of conflict in an integrated manner. In this context, the Commission will seek to incorporate specific conflict prevention (or resolution) measures into its various sectoral programmes.

There are limited potential sources of conflict as Costa Rica is the most consolidated democracy in the region; but the country could not avoid problems, such as corruption scandals affected former presidents, and they are economic problems threatening social achievements which do not represent now potential sources of destabilization of the country. The CSP is fully compatible with the conflict prevention policy. No intervention of the conflict-prevention specific budget line has been done in Costa Rica

### **Environmental policy**

The priorities of the environmental policy for Central America are defined at three levels:

- Objectives and principles included in the 6<sup>th</sup> Community Environment Action Programme (6EAP, 2002-2011): climate change, biodiversity, health and quality of life, natural resources and waste.
- Mainstreaming the environmental dimension into development policy, stressing the links between environment and poverty, and between environment policy and management of disasters;
- To push Central America to implement its international commitments under the different multilateral environmental agreements.

Those objectives imply major changes which lay beyond the competence of environmental organizations. They should address governance, education, economic policy and other sector policies. The integration of the environmental dimension in social cohesion is essential and the EC is trying to raise by policy dialogue. In this context, the Andean and Central American countries received a special treatment within the framework of the Generalised System of Preferences linked to their international environmental commitments.

A specific assessment has been carried out at the level of Central America to determine the environment profile of the region. One of the main conclusions is that environmental issues have to be better addressed by a global mainstreaming through all sectors than by specific financing. Both at national and regional levels, environment is one of the main crosscutting issues to mainstream. Environment is also addressed by the regional strategy for Latin America and horizontal programmes (e.g. education/ALFA; trade and Investments/AL-INVEST; local management/URB-AL).

On the same line the statement, envisaged within the water management communication, constitutes also a transversal strategy which should be articulated with the different policy to support social cohesion, regional integration, food security, and other crosscutting issues. The Communication suggests providing a framework for water security, both in term of quality and quantity, for all developing countries, in view to achieve sustainable development Water management policy is linked to other policies: land use management, social policy such as health, disaster prevention, economic development, food security agriculture and rural development, regional integration and cooperation, good governance, trade, transport, gender equity. The communication suggests that donors must join their efforts to assist partner countries, raising the issue on the political agenda and promote a shift in thinking in order to apply a real integrated approach.

Since years the Commission is involved in financing urban environment in Costa Rica, the water dimension being taken into account in that context. They are also specific environmental projects in particular a recent programme aimed at protecting the water system of the National Park “Tortuguero”, area of reproduction of sea turtles.

In addition environment is an important component of international aid in the country, in particular the preservation of ecosystems.

Two specific horizontal budget lines have been addressing the environmental for since many years. The recent evaluation of these budget lines stressed the need for the environmental specific budget lines to be aligned with the above objectives. More specifically, there have been some concerns about sustainability of the financed projects, their coherence with the national policies and, overall, preoccupations about the pertinence of the projects selection with regard to the needs of the country and the sub-region. Environment should be better addressed by these financial instruments and be considered in a long-term perspective. Among other dispositions, this could be achieved by including clear country-specific terms of references in the calls for proposals in conformity with the political priorities of the EC.

## **ANNEX 12: SUMMARY OF THE REGIONAL STRATEGY FOR CENTRAL AMERICA**

The main objective of the 2007-2013 Regional Strategy for Central America will be to support the process of political, economic and social integration in the context of the preparation of an Association Agreement with the EU. Potential aspects that are to be considered include:

- strengthening the institutional system of the process of Central American integration (regional, inter-governmental and national entities including the participation of civil society),
- developing and implementing harmonised and common policies,
- consolidating the customs union,
- supporting intra and extra regional trade, services and investment, and intellectual property rights,
- strengthening regional security in the context of mitigating the impact of the free circulation of goods, capital and persons (i.e., cooperation between national authorities such as police forces and judicial systems).

## **ANNEX 13: CONSULTATION PROCESS IN THE PROGRAMMING EXERCISE 2007-2013 COSTA RICA**

The process started in January/February 2005 with the consultation of a broad range of central players for the development of the country. They included Ministers, various Vice-Ministers, leading representatives of governmental agencies, politicians, academics and analysts, trade unions, private sector organisations, representatives of international and Pan-American development agencies, development banks and bilateral donors, United Nations Agencies, representatives of NGO's. The experts also intensively consulted a large number of documentary references. On the basis of these inputs, the consultants prepared a comprehensive analysis of options for the bilateral development cooperation.

Subsequently, the European Commission drafted a Concept Note which contained a first and preliminary proposal for a future cooperation strategy. This Concept Note was sent to all institutions involved. Additionally, it was published on the website of the European Commission's Delegation in Costa Rica and on the external relations website with an invitation to comment on it.

As a next step, the Concept Note was discussed in a series of workshops held during May 2005 with the main national stakeholders. The workshops were coordinated and facilitated by external consultants using participative methodologies. These workshops have shown a consensus of the main conclusions of the Concept Note, including on the two proposed sectors of intervention: social cohesion and regional integration.

The participants suggested focusing future cooperation on issues such as social services, regional divergences, decentralisation, immigration, fiscal reform and regional integration. Again the results of the workshops were made accessible to interested parties and published on the Commission websites for comments.

During the whole process the Member States of the European Union represented in Costa Rica were always closely associated and made substantial contributions.